



**PROJET : « PROMOUVOIR LES APPROCHES
PARTICIPATIVES MULTI
INSTITUTIONNELLES POUR LA BONNE
GOUVERNANCE DES RESSOURCES
NATURELLES COLLECTIVES DANS LES
SOCIÉTÉS POST CONFLITS DES RÉGIONS DES
GRANDS LACS EN AFRIQUE**

EVALUATION EXTERNE DU PROJET

RAPPORT FINAL

Juin 2012

**Serge Ngendakumana
Eric Kasuku Kalaba**

Acronymes et Abréviations

ADISCO:	Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines
CGRN	Comité pour le bonne Gouvernance des Ressources Naturelles
CRDI:	Centre de Recherche pour le Développement International
DIOBASS:	Démarche pour une Interaction Entre Organisations de Base et autres Sources de Savoirs
Dr	Docteur
FAO:	United Nation Food and Agriculture Organization
MEEATU :	Ministère de l'Eau, Environnement, Aménagement du Territoire et Urbanisme
MINAGRI :	Ministère de l'Agriculture et Elevage
GRN :	Gestion des Ressources Naturelles
IFAD:	International Fund for Agricultural Development
ISABU:	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
ICRAF:	International Centre for Research in Agroforestry (World Agroforestry Centre)
ONG:	Organisation Non Gouvernementale
PGRN	Projet pour la bonne Gouvernance des Ressources Naturelles
RDC	République Démocratique du Congo
RN	Ressources Naturelles
SG :	Secrétaire Général
SA:	Sécurité Alimentaire

Table des matières

Acronymes et Abréviations	2
Table des matières	3
Liste des figures	4
Liste des tableaux	4
Liste des encadrés	4
Encadré 1 : Le CGRN comme cadre d'action et instrument de recherche action	4
Encadré 2 : Concept de paiement pour les Services Environnementaux.....	4
Résumé Exécutif	5
Avant-propos	9
I. INTRODUCTION GENERALE.....	10
1.1. Contexte et Défis	10
1.2. Description de la mission d'évaluation	10
II. METHODOLOGIE GLOBALE	14
III. LES GRANDS AXES DU PROJET	18
IV. ANALYSE SOMMAIRE DU REALISE ET ELEMENTS DE DURABILITE,.....	21
4.1.5. Implication effective des femmes et des peuples autochtones	28
4.4. L'efficience du projet	36
4.5. Eléments de durabilité du projet vu par les partenaires locaux	36
V. CONTRAINTES ET ENTRAVES DU SUCCES A MOYEN TERME,.....	38
5.3. Les grandes leçons tirées de la mise en œuvre du PGRN	40
5.4. Problématiques transversales et questions de fonds en suspens,.....	41
VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	42
Annexes.	46
Annexe1: Guide d'entretien pour la collecte des données sur terrain (tous les acteurs)	46
Annexe 2: Matrice d'influence des facteurs socio-environnementaux présentant les résultats pour chacun des sites du projet.....	48
Annexe 3 : Etat de la recherche jusque au mois de Janvier 2011 (Analyse par pays).....	54
Annexe 4: Termes de référence de l'Evaluation finale du projet PGRN	56

Liste des figures

Figure 1. Localisation des sites du projet PGRN au Burundi.....	12
Figure 2. Localisation des sites du projet PGRN dans le Sud-Kivu (RD Congo).....	12
Figure 3 La promotion des filières agronomiques est l'une des fiertés des femmes au sein des sites .	20
Figure 4. Boisement communal sous cogestion après plusieurs années de déboisement illicite à Kabarore	30
Figure 5: Intégration aux champs des essences agroforestières à Bugobe	37

Liste des tableaux

Table 1. Quelques performances chiffrées du projet PGRN dans les 6 sites au Sud Kivu et au Burundi	21
Table 2. Matrice d'influence du projet PGRN sur les variables socio-environnementales dans les sites	22

Liste des encadrés

Encadré 1 : Le CGRN comme cadre d'action et instrument de recherche action

Encadré 2 : Concept de paiement pour les Services Environnementaux

Encadré 3: L'histoire à succès du site du projet de Kabarore au Burundi

Encadré 4 : L'histoire à succès : Quand la science rencontre la connaissance locale en RDC

Résumé Exécutif

Les messages clés de l'évaluation en trois pages

La présente est une évaluation finale qui porte sur un projet financé par CRDI Canada et mis en œuvre depuis mars 2009 par les organisations Plateforme DIOBASS au Kivu (RDC) et ADISCO au Burundi en partenariat avec les institutions universitaires et de recherche des deux pays. La cartographie des incidences a été l'outil clé et de référence dans le pilotage du projet PGRN et a été utilisée de manière systématique pour produire les résultats prévus par le projet. Elle a été utilisée comme outil de planification et de suivi. Au cours de cet exercice d'évaluation conduit dans tous les 6 sites du projet au cours de la période allant du 21 Mai au 06 Juin 2012, les consultants ont visités des paysages en pleine mutation en matière de gouvernance participative des ressources naturelles mais aussi en plein essor du point de vue émergence des filières économiquement porteuses qui constituent des leviers de motivation en appui au modèle de cogestion mis en place dans les différents sites. Toutefois, vue la courte durée du projet et le modèle structurel testé, il subsiste des activités bien pertinentes mais au gout d'inachevé et qui méritent d'être poursuivies pour consolider les incidences propulsées au cours de cette phase pilote.

Les réalisations saillantes sur terrain au terme de la phase pilote :

- Que ce soit du côté burundais ou congolais, beaucoup de réalisations ont été observées par les consultants lors des visites de terrain avec des expériences y relatives pour renforcer le couvert forestier et améliorer les conditions de vie des populations rurales. Parmi ces réalisations, on peut citer :
 - a. La mise en place et l'opérationnalisation des CGRN comme cadre d'échanges par excellence à la base qui aura contribué à la restauration de l'autorité de l'Etat, et a stimulé la catalyse de la participation et la responsabilisation des acteurs locaux dans la gestion des ressources naturelles qui devenait jadis l'affaire des seuls services forestiers ou environnementaux par ailleurs en mal de moyens d'intervention en temps réel. En effet, depuis le début du projet, les autorités locales apportent leur contribution dans cette lutte et cela de manière concertée avec les responsables des CGRN. Il semble important de signaler qu'au Sud Kivu, les CGRN en collaboration avec DIOBASS ont réussi à impliquer les chefs traditionnels ainsi que les parlementaires dans le processus de GRN à travers la mise en place des instruments réglementaires greffés parfaitement à la vulgarisation des lois existantes dans le domaine de l'environnement notamment le code forestier de 2002. Il s'agit des conventions collectives, les chartes et les contrats pour la cogestion. Une des forces du CGRN a été l'acquisition du pouvoir de négociation des dividendes issus de la bonne gestion du patrimoine forestier de la commune.
 - b. La protection et stabilisation des sols par des fossés et des haies antiérosives avec des arbres agro forestiers ; ce qui a conduit à une grande production. En effet, avec la mise en place des fossés et des haies antiérosives à l'aide des arbres agro forestiers, des terrains inexploités deviennent graduellement de bonnes terres de cultures ; ce qui ralentit la dégradation des sols en vue d'une amélioration de la production.

- c. Des champs individuels d'arbres forestiers ont été observés et les plants provenaient des pépinières installées par les membres du CGRN. Des collines non couvertes par les arbres sont actuellement habillées comme le précisent les membres des CGRN rencontrés. Des reforestations des boisements publics et communautaires remarquables ont également été observées dans 4 sites (Kabarore comme à Rutegama au Burundi ainsi que Nyangezi et Kamanyola coté RDC). Avant la plantation des arbres sur les collines appartenant à l'état, des conventions entre le CGRN et l'administration communale ont été signées et ces dernières précisent la gestion des arbres jusqu'à maturité et le partage de la production.
- d. des filières agronomiques en voie d'expansion et dont le développement actuel constitue aussi une fierté surtout des femmes impliquées dans la majorité des sites du projet. C'est le cas en l'occurrence de la culture du haricot à Rutegama, le maïs à Nyangezi et Kamanyola, la culture exponentielle des champignons et la promotion du pennisetum fourrager à Kabarore. Deux autres innovations transfrontalières notées sont l'intégration des arbres agroforestiers dans les champs et la culture des bananiers de qualité.

➤ Apport scientifique du projet et nouvelles connaissances générées

Le projet est resté visiblement une plate-forme de recherche avec une particularité d'allier l'approche scientifique aux démarches multiples de développement durable. La recherche – action- participative au sein du PGRN a été orientée plus vers l'essai des innovations techniques et institutionnelles pour la gouvernance et la gestion intégrée des ressources naturelles. Elle a suivi chaque fois un schéma spécifique itératif ou chaque résultat obtenu devenait un nouveau sujet de recherche en fonction des interrogations des populations et c'est cela qui guidait toute l'action. Mais la question pertinente ici est quel aura été l'apport scientifique du projet ?

Les principaux produits de la recherche menée au sein du PGRN montrent plutôt des équipes habiles avec un potentiel énorme en matière de rédaction et de capitalisation. Dans ce sens, deux articles soumis en cours de revue en comité scientifique, 6 mémoires de niveau Master, une thèse de doctorat en voie de finalisation, environ 20 articles issus des présentations de la conférence internationale de Bukavu tenue en Février 2012, plusieurs rapports, une base de données interinstitutionnelle en voie de construction, des fiches techniques, 4 films documentaires sur des thèmes variés ainsi qu'une photothèque, sont disponibles dans le cadre de ce projet. Cependant, les voies de diffusion pour toucher un plus large public restent à explorer pour plus d'impact. Il pourrait s'agir des sites web, des livres édités, des publications des résultats intermédiaires sous formes de « working papers », des media sociaux comme Facebook, Twitter, UTube, etc.

D'autre part, certains des chercheurs étaient parfois moins motivés étant donné le contexte socioéconomique dans lequel ils vivent car le chercheur parfois souhaitait que sa recherche puisse aussi nourrir son homme or ça n'a pas été toujours le cas. Il y a lieu de noter aussi que la coordination de la recherche entre la RDC et le BURUNDI n'a pas été facile de tout côté, les chercheurs se montrant moins disponibles à certains moments appropriés pour les synergies.

Les grandes incidences et changements impulsés

Les incidences sur la gouvernance des ressources et changements de comportement et pratiques observables dans les paysages cogérés sous le PGRN sont perceptibles même si ils sont encore à petite échelle et par conséquent nécessite un coup de pousse additionnel vers des masses plus critiques. En effet, au travers des actions menées, les gens acceptent d'associer les arbres agro forestiers avec leurs cultures et trouvent cette façon de faire comme une manière de protéger le sol mais aussi et surtout d'améliorer leurs productions agricoles en augmentant la fertilisation et la production des tuteurs pour la promotion de la culture des haricots volubiles. En outre, les populations locales installent elles-mêmes des coupe-feux efficaces pour protéger les collines reboisées, cas des sites visités de Kabarore sur les collines de Manga et Rorero; NYANGEZI par exemple avec la colline BANGWE.

Le projet a su apporter une réponse appropriée à la question d'interaction multi-acteurs par le fait qu'il a pu faciliter la définition d'une vision collective de RN, aider à mettre en place des plateformes, des espaces d'échanges y relatifs, d'analyse et de planification concertée, il a su renforcer le rôle de la femme et des minorités autochtones (Pygmées et Twa) dans la gouvernance de ressources naturelles et promouvoir des innovations et technologies de gestion durable de ressources naturelles, y compris les institutions d'action collective pour la gestion des ressources communes, il a su aussi renforcer les capacités des acteurs et des intervenants politiques. Raison pour laquelle le projet PGRN a eu le soutien de l'ensemble des parties prenantes dans les sites d'exécution à quelques exceptions près.

L'émergence exponentielle de la filière champignon au Burundi au-delà des sites conventionnels du projet : Par exemple un paysan de Kabarore appuyé par le PGRN est entrain de former les employés et les unités militaires attachés à la présidence de la république du Burundi sur les techniques de production du champignon pleurote ;

Les performances de la filière haricot à Rutegama et l'adoption irréversible en temps record du Pennissetum fourrager à Kabarore semblent poursuivre un élan vers une révolution verte dans les hautes terres du Burundi et pourrait connaître une dissémination nationale. Cette tendance été également en RDC à voir la capacité des acteurs à relancer l'activité agricole sur 700 ha de marais abandonné depuis 7 ans, grâce à un effort du CGRN de Nyangezi.

Du point de vue influence des politiques, il est perceptible que le projet a permis à l'autorité administrative de se mettre à l'apprentissage de la démocratie et la valorisation de l'action communautaire. Ceci est due au fait que le PGRN a élargi l'assiette d'implication des acteurs, favorisant ainsi l'émergence progressive d'un leadership responsable catalysé par l'action des CGRN.

Cependant, dans la situation actuelle, nombreuses contraintes ont limité la qualité de travail des parties prenantes à la mise en œuvre du projet et si on devait refaire le projet, les points suivants devraient faire objet d'une attention particulière :

1. Le projet prévu initialement pour quatre ans, avait finalement été conclu pour une période de trois ans. Quelque fois des retards liés aux transferts des fonds avaient poussé à des réaménagements des calendriers et chronogrammes de travail sur le terrain mais cela n'avait

pas affecté significativement le niveau d'atteinte des incidences suite à une synergie fonctionnelle entre les programmes en cours au sein des organisations.

2. Le projet était plus ambitieux dans ses objectifs et ses changements recherchés vu les budgets, le temps et les ressources humaines envisagés dans le document signalétique. Heureusement que l'initiative a été greffée sur des communautés ayant en leur sein un minimum d'organisation pour porter la dynamique. Autrement, il faut des ressources autonomes suffisantes pour mettre en œuvre la combinaison des composantes « gouvernance des RN » et « bien-être des communautés ».
3. Les aspects scaling up ou dissémination à large échelle prévus pour que l'approche CGRN puisse être nationale n'ont pas marché car ceci devrait être porté par les administrations. En RDC par exemple, la décentralisation des services de l'Etat reste encore plus théorique et plusieurs services manquent encore des répondants fonctionnels au niveau local voire même provincial. Et ce retard dans le processus de décentralisation pénalise la mise en route du mécanisme type gestion des ressources naturelles alors que la constitution nationale en décortique les entités territoriales et les responsabilités.
4. Le modèle institutionnel d'implication des chercheurs a aussi posé des problèmes qui méritent une réflexion profonde. L'option chercheur junior prise par DIOBASS et celle de chercheurs Senior à laquelle s'est penché ADISCO se sont heurtées soit sur l'inefficacité soit sur l'indisponibilité. Dans l'un ou l'autre cas, il se trouve qu'il faille développer un modèle structurel pouvant vaincre les pesanteurs individuelles et institutionnelles des chercheurs nationaux.
5. La capacité des CGRN à mener un plaidoyer effectif pour l'intérêt des communautés reste faible dans des domaines complexes comme le foncier et la tenure forestière surtout vu le faible niveau d'accompagnement des CGRN sur le plan matériel et financier. Par ailleurs, les CGRN sont encore assez centralisés et ceci n'est pas de nature à faciliter le travail au niveau des localités ou collines plus éloignées.

En conclusion, au sortir de cette évaluation riche en expériences et leçons, nous retenons trois messages clés qui donnent crédit au travail de recherche mené dans les deux pays :

Le développement d'un modèle de cogestion dont les pilotes par excellence sont les CGRN. Ces derniers fonctionnent bien en captivant et les populations locales et les pouvoirs publics ; créant ainsi de l'engouement raisonnable de toutes les parties prenantes de la GRN.

Du point de vue influence des politiques, il est perceptible que **le projet a permis à l'autorité administrative de se mettre à l'apprentissage de la démocratie et la valorisation de l'action communautaire.**

Scientifiquement parlant, le PGRN **a poussé les chercheurs à l'action au-delà de leur situation de confort habituel car ce nouveau mécanisme est venu réactiver l'esprit de redevabilité des résultats.** Avec cet éveil de la recherche au sein des institutions nationales participantes, les chercheurs commencent à entreprendre la publication de leurs résultats avec en perspective l'ambition de la qualité et de la compétitivité.

Avant-propos

Le présent rapport a été rédigé par Serge Ngendakumana en collaboration avec Eric Kasuku Kalaba, tous deux consultants pour le compte des Organisations DIOBASS et ADISCO. Les propos qui y sont développés ont fait l'objet des discussions et partages profonds avec Sylvain Mapatano et Déo Niyonkuru, respectivement Coordinateur de la Plateforme DIOBASS et SG-ADISCO. Les équipes accompagnatrices de la mission d'évaluation sur terrain nommément Polepole Paulin et Cizungu de DIOBASS ; Libère Bukobero et Emmanuel Nintunze de l'ADISCO, ont suivi chacun en ce qui le concerne toutes les étapes de cet exercice et ont, d'une manière ou d'une autre, donné du contenu et de la densité à ce document.

La structure de ce rapport est faite de trois sections principales. Une première qui présente l'introduction générale et le contexte de l'évaluation, la grappe des résultats attendus et la méthodologie globale pour atteindre les objectifs de la mission. La deuxième section concerne une synthèse des observations spécifiques à chaque pays dans les sites visités et la troisième présente les annexes utiles pour une meilleure lecture du contenu. L'analyse dont il est question ici porte d'abord sur cinq critères classiques des évaluations en l'occurrence: la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact. Le plan adopté pour présenter succinctement la situation suit les articulations suivantes : (i) les grands axes du projet sub-national, (ii) Analyse sommaire du réalisé et éléments de durabilité, (iii) Contraintes et entraves du succès à moyen terme, (iv) Problématiques transversales et questions de fonds en suspens, (v) Conclusions et recommandations. Les derniers éléments clés de ce plan revêtent une importance capitale car pouvant servir de tremplin pour la consolidation des acquis de cette phase qu'il convient d'appeler pilote.

Les consultants reconnaissent à juste valeur la qualité des échanges avec les cadres et partenaires limitrophes ayant pris part dans l'exécution du cycle du projet PGRN en RD-Congo et au Burundi ainsi que leur esprit d'ouverture et leur professionnalisme de bout en bout. Ils reconnaissent aussi les commentaires issus des ateliers de débriefing et restitution surtout ceux du Dr Sanginga Pascal du CRDI, qui a de bout en bout participé aux débats au cours de la restitution finale tenue à Bukavu le 20 Juin 20012. Il semble pertinent de souligner entre autres observations la quantité et la portée des documents et supports d'information générés, lesquels ont été rendus spontanément disponibles pour analyse au cours de cette évaluation. Ceci a énormément facilité la lourde tâche d'interaction avec les acteurs impliqués et aura permis de rattraper le temps dans un contexte des délais contraignants impartis à cette évaluation. La méthodologie purement interrogative et participative a été la plus utilisée.

Toutefois, ce serait une erreur de prétendre avoir cerné toute la complexité de la question gouvernance des ressources naturelles dans ces deux pays au cours des quelques jours d'imprégnation exploratoire dans une dynamique technico-scientifique en plein éveil dans la sous-région. Ainsi, ceci restant une évaluation externe, les évaluateurs en assumant de fait les résultats et les imperfections pouvant éventuellement y figurer.

I. INTRODUCTION GENERALE

1.1. Contexte et Défis

Le développement résulte des changements de comportement des gens et la recherche en constitue son levier catalyseur. Plusieurs initiatives sont mises en œuvre mais la question est toujours demeurée quand à comment mieux promouvoir l'atteinte des incidences escomptées. Ainsi, l'exécution des activités proposées, le processus d'apprentissage envisagé et l'atteinte des indicateurs du changement social et environnemental préoccupent plus d'une agence internationale pourvoyeuse de fonds mais aussi les porteurs des projets dans les pays en voie de développement. Que ce soit pour les uns ou pour les autres, la conceptualisation et la méthodologie d'action restent des défis majeurs qui devraient mener aux résultats et par la suite aux impacts sur la vie des paysans et des paysages cibles. L'interpellation de l'heure pourrait être donc quelle est la meilleure approche pour évaluer des projets et des programmes de recherche pour le développement en Afrique tout en s'assurant de les aider à valoriser les pas franchis en terme de résultats et tirer en même temps les meilleurs leçons apprises des processus interactifs déclenchés au sein des organisations porteuses des initiatives et au-delà et nommément l'incidence provoquée à partir des facteurs et des acteurs qui sont dans la sphère d'influence de l'équipe de mise en œuvre ?.

Par ailleurs, les projets et programmes trouvent de plus en plus le besoin d'introduire les mécanismes internes ou externes de mesure ou de suivi d'actions entreprises avec les partenaires à la base. De fait, le défi se fait particulièrement sentir quand il s'agit de générer des résultats à court ou à moyen terme comme l'exige la « loi actuelle de l'aide » dans le contexte de la pauvreté récurrente en Afrique subsaharienne. Il devient donc impératif de mettre en place des voies et moyens pour rester constamment au courant du réalisé versus le prévus. Ainsi, le Suivi-Evaluation en recherche –Développement n'est plus juste une action de vérification de l'atteinte des indicateurs mais de plus en plus un processus d'empowerment des équipes et partenaires limitrophes impliqués dans la mise en œuvre des projets afin de les permettre de cheminer vers des résultats et impacts durables à court et à long terme.

L'intégration de cette donne sert de boussole mais aussi de miroir pour mieux cerner son potentiel présent et futur pour déployer ses efforts et moyens financiers d'une manière adéquate dans les aires d'interventions au sein des communautés. C'est dans cette perspective dynamique de la mise en œuvre du projet : ‘Promouvoir les approches participatives multi institutionnelles pour la bonne gouvernance des ressources naturelles collectives dans les sociétés post conflits des régions des grands lacs en Afrique’, PGRN en sigle, qu'une mission d'évaluation a été menée sur les six sites du projet. Une équipe multidisciplinaire de consultants a conduit cet exercice fastidieux au cours de **la période du 21 Mai au 18 Juin** répartie en deux principales étapes à savoir les visites de terrain et le processus de rapportage.

1.2. Description de la mission d'évaluation

La présente évaluation porte sur un projet financé par CRDI Canada et mis en œuvre depuis mars 2009 par les organisations Plateforme DIOBASS au Kivu et ADISCO au Burundi en partenariat avec les

institutions universitaires et de recherche de la région. Le projet souhaite mieux comprendre s'il a pu atteindre les résultats escomptés et impulser des changements significatifs afin de pouvoir orienter la suite à lui réserver.

L'équipe d'évaluateurs externes ont compris que la présente mission est une mission d'évaluation finale du projet qui a comme objectif général de renforcer les capacités des communautés rurales pour participer activement à l'apprentissage politique et aux processus décisionnels de bonne gouvernance de l'environnement dans les sociétés qui émergent des conflits et crises écologiques.

Au sortir de cette évaluation finale, la grappe de résultats attendus est donnée comme suit :

1. La pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact éventuel du projet seront analysés tout en tenant compte de la courte durée du cycle du projet
2. Les changements et les produits attendus du projet sur les "partenaires limitrophes" seront vérifiés sous forme de tableau en terme d'atteints, en cours d'être atteints ou pas encore amorcé
3. La qualité des produits du projet sera vérifiée selon les normes applicables en situation similaires en particulier les publications, la conférence internationale, les documents de mise en œuvre sur terrain
4. la qualité de la dynamique des CGRN et leur fonctionnalité seront examinées dans le contexte multi acteurs vers la pérennisation et la durabilisation des actions engagées dans les sites
5. Des leçons apprises seront synthétisées sur les synergies et les partenariats ainsi que les contraintes rencontrées au couple du cycle de projet;
6. Suggestions d'actions de recherche –action et recommandations seront formulées sur base des acquis du projet et les enjeux actuels de sécurité alimentaire pour la poursuite du projet

Sur base des discussions et échanges, la mission a opté pour une visite intégrale des 6 sites cibles pour plus d'observation et d'interactions avec les parties prenantes. Ce sont les sites de Bugobe, Ikoma, Kamanyola et Nyangezi en province du Sud Kivu (Fig.2) et la Commune Rutegama en province de Muramvya et la Commune Kabarore en province Kanyanza au Burundi (Fig.1).

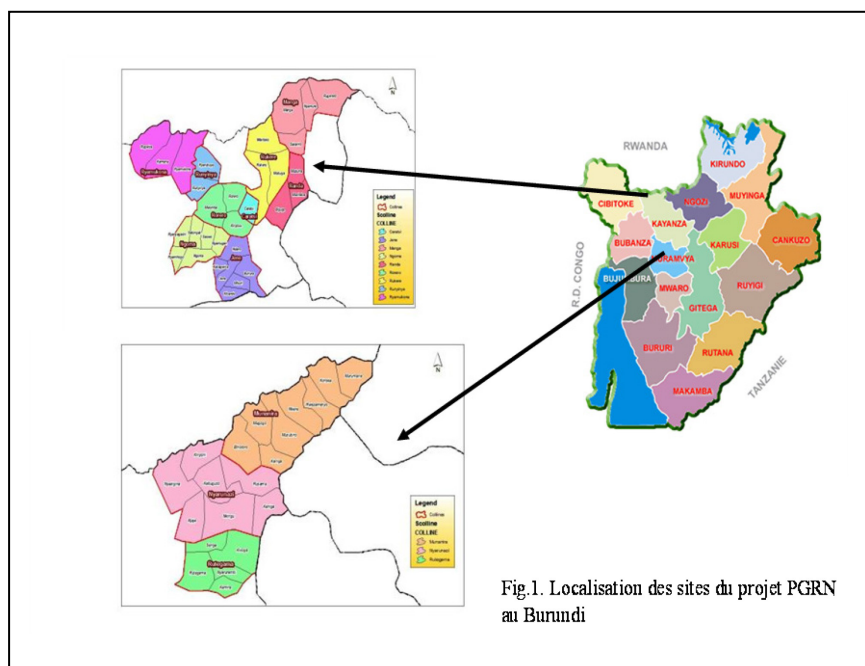


Fig.1. Localisation des sites du projet PGRN au Burundi

Figure 1. Localisation des sites du projet PGRN au Burundi



Légende : ● Sites GRN du projet pour la RD. Congo (Source : Rapport Baseline-DIOBASS, 2009)

● Sites témoins du projet

Figure 2. Localisation des sites du projet PGRN dans le Sud-Kivu (RD Congo)

Selon les données de l'étude de référence coté RDC (Balagizi et al, 2010), les sites de recherche sont localisables par les coordonnées géographiques suivantes :

Kamanyola 2°44'07,2 ''S - 29°00'11,6'' E, Alt:931m

Nyangezi 2°39'38,3 ''S - 28°52'26,5'' E; Alt: 1703m

Ikoma 2°54'36,9''S - 28°51'56,9'' E; Alt: 2029m

Bugobe 2°31'48,1''S – 28°51'59,9'' E ; Alt : 2020m

La mission comprenait deux consultants très expérimentés en Evaluation stratégique participative des projets et programme de recherche et développement : un chef de mission, consultant international qui coordonnait le processus en collaboration avec un consultant national coté RD-Congo. Plus spécifiquement, l'action a été menée de bout en bout par Serge Ngendakumana, Consultant International en Politique et Gouvernance des Ressources Naturelles, Agro-sociologue-Environnementaliste, Associé de recherche au Centre Mondial de Recherche en Agroforesterie (ICRAF) et Doctorant à l'Université de Gant (Belgique), Résidant à Nairobi au Kenya. Du coté national, le chef de mission était accompagné et guidé d'une part par le staff

délégué de DIOBASS en plus de Mr Kasuku Kalaba Eric, Economiste, consultant national spécialisé en Développement rural et Auditeur à l'Université de Kinshasa, et d'autre part, coté Burundi, il a été convenu que le chef de mission assume en même temps l'exercice en compagnie de l'équipe de l'association ADISCO qui aura servi de guide sur terrain lors des investigations.

Les objectifs assignés à cette mission étaient principalement de :

1. Evaluer le progrès de réalisation des objectifs et activités à la phase en cours
2. Revoir les contraintes vécues et formuler des recommandations pour la suite du projet

Les détails des TdRs qui ont été discutés à travers les échanges par emails avec DIOBASS et ADISCO mais aussi ont l'objet des consultations les 18 Mai à Bujumbura et 21 Mai 2012 à Bukavu sont donnés en annexes.

La mission s'est déroulée en 9 phases (6 en RD-Congo et 3 au Burundi) : (1) du 21 au 22/05, Voyage sur Bukavu par route, lancement de l'exercice par des échanges avec le SG-DIOBASS, relecture des TdRs et raffinement des outils de collecte des données par les consultants ; (2) 22/05 (après-midi), Réunion multi-acteurs congolais d'auto-évaluation ; (3) 23-24/05, Visite des réalisations et réunions CGRN à Bugobe et à Ikoma ; (4) 25-26/05, visite des réalisations et réunions CGRN à Kamanyola et à Nyangezi, (5) 27-30/05, visites des intervenants côté RD Congo, synthèse à Bukavu et (6) Débriefing sommaire pour DIOBASS et partenaires. Le scénario est similaire du côté burundais avec les visites de terrain dans les deux sites (Kabarore et Rutegama) et le point culminant du débriefing à Bujumbura le 04/06 pour ADISCO et partenaires. Les détails du chronogramme et les listes des personnes rencontrées figurent en annexe du rapport.

Au cours de la mission, nous avons utilisé en filigrane un grand nombre de documents (voir liste en annexe). Nous avons trouvé plutôt bon de référer tout lecteur intéressé d'exploiter à fond les rapports périodiques dument produits, les fiches techniques et les drafts d'articles pour appréhender le socle en détails du contexte socio-économique, institutionnel et écologique des deux régions cibles du projet. De façon plus structurée, l'on trouvera aussi dans les deux rapports d'étude produits sur le baseline les éléments d'analyse de la situation qui prévalait avant « sans le projet ».

Ceux de la situation projetée par le projet se retrouvent dans le document de base qui régit l'initiative ayant fait l'objet de cette évaluation et nous rapporteront avec emphase plutôt la situation réellement apportée par le projet (grands changements) tel que perçu par les parties prenantes avant d'embrancher sur ce qui reste à faire à savoir les grandes recommandations pour l'avenir après avoir fait un pont sur les contraintes vécues au cours du cycle du projet.

II. METHODOLOGIE GLOBALE

Dans la démarche méthodologique, nous avons une revue de la littérature relative aux approches du développement rural et de la conservation par l'analyse du contenu. En gros, les consultants ont travaillé en étroite interaction avec les équipes de DIOBASS et ADISCO notamment. Nous avons ensuite utilisé comme outils de collecte des informations les questionnaires, les grilles et des fiches adaptées au besoin de l'information recherchée. La grille d'analyse des parties prenantes, la matrice d'influence ainsi que les guides d'entrevues ont été aussi mis à contribution pour compléter les données qualitatives.

Cette section décrit d'une manière détaillée les étapes de l'approche envisagée pour conduire cet exercice d'évaluation sur une période allant du 21 Mai au 18 Juin 2012.

2.1. Justification et portée de l'approche méthodologique utilisée

La présente évaluation a été menée de manière à ce qu'elle soit la plus **participative** possible et a impliqué toutes les parties prenantes du présent projet de promotion des approches participatives multi institutionnelles pour la bonne gouvernance des ressources naturelles collectives dans les sociétés post conflits des régions des grands lacs en Afrique et ainsi que le staff de DIOBASS au SUD KIVU et de ADISCO au BURUNDI. Le chef de mission, bien familier avec la méthode « Outcome mapping » s'est assuré de l'utilisation des outils à chaque étape de l'exercice d'évaluation dans les 6 sites. Les indicateurs désignés du changement social graduel ainsi que le système de stratégie et actions segmentées ont éclairé les pas de cette évaluation pendant que les pratiques organisationnelles et les types d'activités développées ont été décryptées pour justifier les niveaux d'atteintes des résultats objectivement observés au cours de la mission de terrain complétée par la lecture des rapports périodiques.

2.2. Etapes itératives de la méthodologie

L'approche méthodologique utilisée est une approche hautement participative. Elle consiste à travailler autant que possible avec toutes les parties prenantes du projet depuis les Responsables d'ADISCO et de l'ONG DIOBASS jusqu'au niveau communautaire en passant par tous les responsables de mise en œuvre, les responsables administratifs à la base et du domaine de l'Agriculture et de l'élevage (agronomes communaux et moniteurs agricoles. Cette approche offre l'avantage d'obtenir la saturation de l'information recherchée qui est équilibrée. Elle permet également de comprendre les circonstances de mise en œuvre du projet, un préalable à une meilleure appréciation des résultats atteints. La recherche action étant telle que les participants (ici les communautés) sont eux-mêmes des acteurs du changement proposé, ces derniers ont été également placés au centre de l'évaluation pour l'appréciation des améliorations apportées par les interventions du projet en même temps qu'ils sont mis à contribution pour juger de la pertinence du projet, ses forces, ses faiblesses, les contraintes ainsi que les limites observées. Ces mêmes communautés ont été capables de suggérer des

idées qui seront à la base de la formulation d'activités de recherche action à envisager dans l'optique d'une poursuite éventuelle du projet vers la consolidation des acquis. L'accent a été particulièrement mis surtout sur les questions de sécurité alimentaire en combinaison avec la dimension développement du leadership communautaire motivé et responsable.

Les principales étapes proposées pour la réalisation de l'évaluation sont les suivantes :

2.2.1. Réunions avec les Responsables de mise en œuvre du projet

A cette étape, l'équipe d'évaluateurs conduite par le chef de mission, s'est entretenu avec les personnalités clés de mise en œuvre du projet en RDC et au Burundi. Il s'agit notamment des Secrétaires Généraux de DIOBASS et de l'ADISCO ainsi que les coordonnateurs du projet sur terrain, des différents cadres impliqués dans la mise en œuvre du projet au bureau à Bukavu et à Bujumbura ainsi que d'autres intervenants clés selon les directives et informations réunies au près des porteurs de l'initiative.

2.2.2. Revue documentaire

Durant cette première étape, il a été question de dépouiller la documentation en rapport avec la conception et la mise en œuvre du projet : le dossier complet du projet, les rapports d'activités, les différents produits de la recherche-action, les publications en cours sur les activités du projet, la littérature disponible en ligne sur la problématique des approches participatives dans la bonne gouvernance des ressources naturelles, la gestion des projets d'urgence en périodes post-conflits, les approches d'évaluations de projets utilisées dans la sous-région et dans le monde, etc. Cette étape de documentation est aussi itérative que la méthode car les documents ont été dépouillés avant, pendant et même après les descentes d'imprégnation des réalisations dans les sites.

2.2.3. Echantillonnage, conception des outils et collecte des données

Tout au début de l'évaluation l'équipe s'est mis d'accord sur la technique d'échantillon à utiliser (échantillon non aléatoire raisonné et intégral). Il s'est trouvé cohérent après discussion avec les équipes de terrain de considérer plutôt les membres des CGRN ainsi que les bénéficiaires volontairement disponibles sans emphase sur sa taille et sa répartition au BURUNDI et au SUD KIVU.

En même temps, fort de la lecture du document de termes de référence de la présente évaluation surtout faisant référence en son point 3 concernant les critères/paramètres à évaluer, les consultants ont conçu les outils de collecte des données sur le terrain (grille d'entretien avec un court check list des questions aux acteurs sans catégorisation selon les parties prenantes à rencontrer).

Les techniques de collectes des informations nous tenant à cœur, un outil appelé « *Matrice d'influence* » a été développé pour l'adapter au contexte de cette évaluation. Il s'agit d'un tableau à double entrée qui, en lignes, segmente le projet en ses étapes principales et alignent en colonnes les domaines clés des incidences anticipées du projet ici considérés comme les variables bio-environnementales et les variables socio-économiques (Ngendakumana et al, 2011). C'est un tableau à remplir en utilisant le focus group (par un questionnaire de type : Comment estimez-vous *l'influence de l'étape x sur la composante en colonne* (ex. les feux

de brousse)? Une table doit être complétée dans chacun des 6 villages selon la même méthodologie. La case est complétée selon l'échelle de valeur allant de 5 à 1 (5=Très grande influence; 4=Grande influence; 3= Influence Moyenne ; 2= Faible influence ; 1= Très faible influence). Normalement, on le visualise avant le début de la réunion pour faciliter le recueil des réponses, sur un grand papier conférence (colonnes et lignes sont recopiées sur ce grand papier). Lors de la séance plénière de discussion, on le remplit au fur et à mesure qu'on a les réponses des parties prenantes. Un chercheur pose les questions au groupe de répondants et on trouve un consensus sur le score. Par exemple le premier répondant dit : « le niveau d'influence est selon moi 4 sur 5 », le 2^{ème} lui pense que c'est 3, il faut départager en demandant à un 3 et on estime le score. Tout au long de la séance, un assistant autre recueille les scores/réponses dans les cases correspondantes. Il faut choisir les hommes et les femmes leaders, capables d'établir des liens de cause à effet.

Après le score dans les cases, on additionne et le total est noté dans la colonne « score total ». Chaque ligne totalise un nombre ainsi que chaque colonne. On procède à la classification selon le total des scores ou points obtenus en notant le 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème}, etc dans la colonne « rang ».

2.2.4. Visite de terrain et séances de discussion collectives

Il s'est agi de se rendre sur le terrain dans les 6 sites cibles du projet (Kamanyola, Nyangezi, Ikoma et Bugobe en province du Sud Kivu ainsi que Rutegama et Kabarore au Burundi), pour voir les réalisations faites dans le cadre du projet. A cette occasion, l'équipe d'évaluateurs a visité les réalisations de la recherche action, s'est entretenue avec les responsables de mise en œuvre des différentes actions de terrain, les responsables administratifs et d'Agriculture et Elevage (Agronomes Communaux et Moniteurs agricoles). En plus de ces entretiens ciblés, il a été organisé un atelier dans chaque commune, des groupes de discussions en groupes focalisés (focus groups). Les séances de discussions en focus groupes ont permis de collecter l'information qualitative en rapport avec l'appréciation des bénéficiaires potentiels quant aux différentes activités (forces, faibles, leçons à tirer, opportunités à saisir, recommandations, etc.). Ensuite, tous les participants ont complété la matrice d'influence sous la facilitation d'un cadre du projet (formé préalablement sur cet outil). Les consultants ont assisté (avec quelques interventions pour guider les débats quand c'était nécessaire). C'était l'occasion à toutes les parties prenantes de réfléchir sur les liens entre les maillons du projet, le discours de la gouvernance des ressources naturelles et les changements de comportement et pratiques observables dans les paysages cogérés sous le PGRN. A la fin de la visite de terrain, les principales informations obtenues des focus groupes ont été restituées auprès des responsables de mise en œuvre du projet pour des besoins de triangulation. Ce dispositif méthodologique s'est avéré très efficace et fructueuse aux yeux des consultants et du personnel des 2 organisations car permettant de pouvoir tirer des conclusions effectivement basées sur les perceptions des acteurs locaux.

2.2.5. Réunions de restitution de la phase de terrain

Au retour du terrain, deux réunions ont été organisées (une au bureau de DIOBASS et l'autre à l'ADISCO) par l'équipe d'évaluateurs en faveur des responsables respectifs des porteurs du projet et leurs partenaires en vue de discuter des principales informations qualitatives collectées sur le terrain en

rapport avec la mise en œuvre du projet. Ce type de réunions aura servi l'occasion offerte à l'équipe d'évaluateurs de compléter l'information en provenance du terrain. Elle sera également l'occasion de discuter de certains points essentiels pouvant être suggérés pour l'orientation du projet si ce dernier devrait se poursuivre. Au sortir de ces réunions, le chef de mission appuyé par le consultant national, dressera les conclusions préliminaires des observations recueillies sur terrain et au sein des rapports exploités.

2.2.6. Rédaction et restitution du rapport provisoire

Le premier moment dans le rapportage ici a consisté à se mettre d'accord sur un canevas de rapportage selon les éléments des termes de référence. Sous la coordination du chef de mission, un rapport provisoire sur les sites couverts par l'ADISCO est rédigé par l'équipe d'évaluateurs, puis son contenu compilé avec celui en rapport avec l'évaluation réalisée sur le projet dans les sites de Kamanyola, Nyangezi, Ikoma et Bugobe en province du Sud Kivu (République Démocratique du Congo). Ensuite un draft cumulé a été produit par le chef d'équipe à partir de ces deux drafts. Ce rapport provisoire de synthèse est remis aux commanditaires pour des avis et améliorations.

Pour une bonne capitalisation des acquis du projet, la restitution du rapport à l'intention des parties prenantes au projet est organisée au sud Kivu, siège de coordination du projet. Une communication synthétique de type power point sur base du contenu du rapport provisoire commenté par les commanditaires est préparé pour une réunion de toutes les parties prenantes. Cette séance est l'occasion aux commanditaires, au CRDI Canada et ses partenaires de formuler des recommandations visant l'amélioration du document définitif. Cette étape est très importante dans ce processus d'évaluation participative car sur base de leur vision des faits, les parties prenantes présentes à l'atelier de restitution aideront le chef d'équipe à cadrer les incidences cernées au cours de l'apprentissage mutuel. Finalement, les grandes observations (concernant le rapport provisoire) formulées par les commanditaires de l'évaluation auront servi énormément au peaufinage dans le délai du rapport définitif.

2.2.7. Limites du travail

Malgré l'expertise des consultants et la maîtrise du terrain des cadres porteurs du projet, il semble subsister quelques limites de notre travail que modestement nous jugeons important de mentionner.

- a) Comme signalé dans ce rapport, nous n'avons pas fait l'analyse approfondie du contexte d'action du projet évalué car estimant que ceci rendrait plus dense le rapport d'évaluation qui se veut synthétique
- b) Le temps imparti à l'évaluation ne nous aura pas permis de visiter en détails toutes les réalisations telles que le montrent les nombreux rapports. Il en est de même pour les rencontres prévus pour discuter avec les partenaires limitrophes et les autres intervenants des domaines similaires. Par exemple, en RDC, nous avons seulement pu nous entretenir avec seulement trois structures dont une ONG, un parlementaire et un institut universitaire.
- c) Les cadres des deux organisations nous ont semblé avoir une fluidité dans la rédaction des notes et rapports, ce qui fait que pouvoir lire toute la matière contenue dans les documents qui

nous ont été remis serait une idylle. De là, il pourrait y avoir des informations plus importantes mais qui ne figureraient pas ipso facto dans notre synthèse

- d) Notre démarche visait les processus et donc se veut plus qualitative. Vu la rareté des chiffres (car le projet ayant pris l'option PPI « pilotage par incidences ») ainsi que la brièveté de nos observations sur terrain au tour d'un échantillon de cette taille, il faudrait circonscrire la portée de nos conclusions dans les sites visités quand bien même elles pourraient éclairer l'opinion et guider les initiatives de GRN en cours dans la sous-région.

III. LES GRANDS AXES DU PROJET

Le PGRN est un projet de recherche sous financement du Centre de Recherche et du Développement International (CRDI) co-piloté par deux organisations d'appui DIOBASS et ADISCO en collaboration avec des institutions nationales de recherche intervenant respectivement au Sud-Kivu en RD-Congo et au Burundi. En RDC, il s'agit de l'Institut Supérieur de Développement Rural, l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu, l'Université Evangélique en Afrique, le Centre de Recherche pour la Promotion Rurale et le Centre de Recherche Inter universitaire du Kivu. Au Burundi, l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi, l'Université du Burundi et le Ministère de l'Eau, de l'Environnement, Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme ont collaboré avec le projet à tous les niveaux (local, provincial et national).

Son cycle va de 2009 à 2012 et s'étend ainsi sur 3 ans d'interventions pour couvrir 6 sites. L'objectif général du projet était de développer des mécanismes participatifs de bonne gouvernance des ressources naturelles collectives dans une perspective d'accroissement durable de la productivité agricole et la réhabilitation des ressources naturelles dégradées dans les sociétés qui émergent des conflits.

Les objectifs spécifiques au départ étaient de:

1. Faciliter l'émergence et le fonctionnement durable des comités locaux de gestion de l'environnement pour servir des cadres de concertation et de développement des codes de conduite pour la gestion plus durable des ressources naturelles collectives (collines dégradées, boisements communaux, aires protégées et marais).
2. Développer des schémas participatifs communautaires et des politiques provinciales plus inclusives et équitables pour la lutte contre la dégradation des ressources naturelles collectives.
3. Promouvoir l'adoption à grande échelle des innovations technologiques des systèmes intégrés de production pour la réhabilitation des collines dégradées, les marais et les boisements collectifs dans les zones de retour des populations déplacées.
4. Identifier¹ et promouvoir des opportunités économiques pour inciter les paysans, et les femmes en particulier, à participer à la réhabilitation des ressources communes dégradées.

¹ Les objectifs 4 et 5 ont par la suite été jugés similaires et ont été fusionnés en un et les objectifs spécifiques sont passés de 6 à 5.

5. Analyser et promouvoir les conditions pour que les femmes et les plus pauvres participent de manière plus responsable et équitable aux processus décisionnels de gouvernance de l'environnement.
6. Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des différents acteurs pour la mise en place des structures et institutions de bonne gouvernance de l'environnement.

A travers une démarche de recherche-action et des approches multi-acteurs et multi-institutionnelles participative, les principaux résultats attendus de ce projet étaient :

- Au moins deux collines par site ont mis en place un système intégré de gestion des ressources naturelles (exploitations agricoles intégrées, boisements et lutte antiérosive) profitable à toute la communauté, aux femmes, jeunes et aux familles démunies.
- Les technologies intégrées de gestion de ressources naturelles sont adoptées par les exploitations familiales, les femmes, les jeunes et les ménages démunis pour accroître la productivité agricole et les revenus des ménages pauvres.
- Des opportunités de commercialisation des produits naturels (miel, champignons, et autres produits non ligneux) sont identifiées et exploitées comme sources des revenus des populations pauvres, des femmes, des déplacés et retournés.
- Des comités locaux de gouvernance de l'environnement sont établis et fonctionnent pour servir de cadre de concertation et de décision pour la mise en place des codes de conduite et des schémas communautaires de gestion des ressources naturelles.
- Des plateformes multi-acteurs rassemblant les associations et communautés de base, les structures étatiques de base, les acteurs politiques et la société civile sont mises en place dans chaque site et sont engagés dans des actions concertées, qui négocient des réformes institutionnelles et politiques et assurent le suivi des actions de protection des sols, des boisements et des arbres.
- Un code de conduite consensuel sur la gestion des RN dans chaque site est discuté et adopté par toutes les parties prenantes et un comité chargé de la mise en œuvre et du suivi de ce code de conduite est fonctionnel dans chaque site
- Des politiques nouvelles de gouvernance de l'environnement à partir des expériences des collectivités rurales sont conçues et mises en œuvre.
- Des mécanismes et réseaux rassemblant les associations et communautés de base, les structures étatiques de base, les acteurs politiques et la société civile sont mises en place et sont engagés dans des actions concertées, qui négocient des réformes institutionnelles et politiques et qui se renforcent mutuellement pour engendrer une bonne gouvernance de l'environnement.
- Les capacités des acteurs politiques locaux à élaborer des politiques, à planifier et à mettre en œuvre des politiques de gestion durable de l'environnement sont améliorées. Ceci par la modification des attitudes des acteurs et décideurs politiques en ce qui concerne la capacité des communautés rurales et des pauvres à bien gouverner les ressources naturelles, à formuler des politiques

- De nouvelles connaissances, approches et outils méthodologiques pratiques sur la gouvernance participative de l'environnement sont générées ; et enfin
- Les institutions et les systèmes sur lesquels les collectivités et les organismes se fondent pour prendre des décisions sont transformés. Ils jettent ainsi les bases de la cogestion.

Par rapport à chacun des objectifs spécifiques et résultats attendus ci-dessus, les activités mises en œuvre ont été évaluées sur base des critères d'évaluation sus-évoqués. Il s'est agi d'analyser non seulement les résultats obtenus pour les différentes activités, mais aussi et surtout de comprendre tout le processus de leur mise en œuvre (les objectifs, les parties prenantes et le rôle revenant à chacune d'elles, les interactions, les contraintes, les faiblesses, les opportunités, etc.) et les ressources tant humaines, matériels que financières utilisées. L'évaluation des résultats obtenus en rapport avec les activités liées à chacun des objectifs spécifiques ont permis d'apprécier le niveau d'atteinte de l'objectif global du projet dans les deux pays post conflit que sont le Burundi et la RD-Congo.

Figure 3 La promotion des filières agronomiques est l'une des fiertés des femmes au sein des sites



IV. ANALYSE SOMMAIRE DU REALISE ET ELEMENTS DE DURABILITE,

Selon toute évidence basée sur les discussions avec les parties prenantes, le PGRN en tant qu'initiative pilote de gouvernance locale des ressources naturelles a été exécuté dans un esprit de relance des systèmes nationaux de recherche plutôt au ralenti suite aux méfaits des conflits exacerbés par une instabilité et une capacité de loin moins compétitive des équipes scientifiques au niveau international. Le monde des OA ou des ONGs par contre, malgré une diversité d'approches quelque peu contradictoire entre l'aide et l'autopromotion, est resté à la lanterne de la volonté de changer les pratiques et habitudes des communautés pour une gestion durable des ressources vers un monde plus juste et plus digne via des mécanismes novateurs mais malheureusement décousu de tout robustesse scientifique. Malgré cet état de choses, le PGRN a constitué une tentative plutôt rare pour réinventer des plates-formes fonctionnelles et des cadres d'apprentissage multipartenaires et multidisciplinaires dans le domaine de gouvernance et gestion des ressources naturelles dans la sous-région.

L'analyse dont il était question au cours de cette mission a porté sur cinq critères classiques des évaluations et met en exergue une approche plutôt efficace et pragmatique. Il s'agit des critères suivants: l'efficacité, la pertinence, l'efficience, la durabilité, la dimension genre et l'impact.

4.1. De l'efficacité aux incidences: Quelques facteurs de transformations physiques et sociales

Le tableau 1 montre que le projet a facilité 1.470.600 plants issus des pépinières et aura pu toucher plus de 225000 ménages avec une gamme de technologies agroforestières variées. Il en ressort aussi que 51ha de collines dénudées ont été reboisées pendant que plus de 2000ha des paysages cultivés ont fait objet d'intégration des essences agroforestières à usages multiples.

Table 1. Quelques performances chiffrées du projet PGRN dans les 6 sites au Sud Kivu et au Burundi

Performance	Nombre d'arbres	Nbre ha boisés	Ha en intégration	Ménages touchés	Membres des CGRN		Nbre technologies
Site					H	F	
BUGOBE	183,000	-	105	34,700	7	8	4
IKOMA	150,900	-	500	53,800	8	4	4
KAMANYOLA	125,800	5	60	48,000	7	5	4
NYANGEZI	280,700	22	47	67,000	11	4	4
KABARORE	530,285	15	740	11,868	11	5	7
RUTEGAMA	199,915	9	612	9,800	8	3	7
Total	1,470,600	51	2,064	225,168	52	29	30

Les différentes observations réalisées par les consultants sur le terrain ont permis de relever quelques incidences qui sont déjà perceptibles dont les plus importantes selon le tableau des influences ci-après :

Table 2. Matrice d'influence du projet PGRN sur les variables socio-environnementales dans les sites

ETAPES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE				BIEN ETRE SOCIAL					Score total/45	Rang
	Feux de brousse	Nbre d'arbres dans le paysage	Participation des acteurs	responsabilité des organisations limitrophes	Revenus des ménages	Education	Suffisance alimentaire	Filières agronomiques	Epargne		
Diagnostic participatif	1.5	2.5	2.5	2.8	1.3	1.6	1.3	2.2	1.1	16.7	8ème
Appui à l'émergence des CGRN	3.6	4.1	3.8	3.3	3.0	2.3	3.5	3.2	2.2	28.9	2ème
Actions collectives pour la reforestation	3.8	4.1	3.3	2.8	1.8	1.7	2.6	2.3	1.5	23.8	4ème
Conventions collectives pour la GRN	3.8	3.7	3.3	3.2	1.9	1.7	2.5	2.3	1.5	23.9	7ème
Introduction des semences améliorées	2.8	3.2	3.5	3.0	3.3	3.0	3.8	3.6	3.0	29.3	3ème
Promotion des pépinières autogérées	3.6	4.5	3.8	3.3	2.5	2.1	1.9	2.4	1.3	25.4	4ème
Recherche action sur l'agroforesterie	3.8	3.7	3.0	2.8	2.8	1.7	2.8	3.0	2.1	25.6	6ème
Renforcement des capacités	3.9	3.9	3.6	3.5	3.2	2.6	3.6	3.3	2.3	29.8	1er
Score total / 40	26.8	29.6	26.8	24.8	19.8	16.5	21.9	22.3	15		
Rang	2ème	1er	2ème	7ème	4ème	9ème	5ème	6ème	8ème		

Ce tableau montre la perception des parties prenantes de niveau d'influence des étapes du projet PGRN sur les variables catégorielles de la gouvernance des RN et du bien-être des communautés. Selon ce résultat, les étapes du processus ayant catalysé plus de changements ou plus d'incidences dans les 6sites sont le renforcement de capacités, l'appui à l'émergence des CGRN ainsi que l'introduction des semences améliorées dans les paysages cogérés d'une part. D'autre part, les domaines d'incidence ou variables catégorielles ayant été plus progressé en termes de changement notable sont par ordre le nombre d'arbre dans les paysages cibles, la participation des acteurs et la réduction des feux de brousses ainsi que le revenu des ménages.

4.1.1. Renforcement des capacités pour une garantie de pérennité

Au cours de la mise en œuvre du PGRN, un processus d'empowerment a été conduit minutieusement sur la base des analyses des besoins qui ont été réalisées, afin de stimuler des acteurs à participer collectivement à la gouvernance des ressources naturelles dans les deux pays cibles. Basé sur l'enthousiasme des parties prenantes et l'initiative paysanne, le projet a efficacement renforcé les capacités des chercheurs, des services de vulgarisation et de la foresterie, des autorités locales décentralisées et des communautés elles-mêmes. Ceci est visible par la prise en main de certaines activités avec peu ou sans grand efforts des équipes DIOBASS ou ADISCO comme le reboisement, la commercialisation des produits agricoles, le développement exponentiel à Kabarore des champignonnières et la filière animale suite à une dissémination du *Pennisetum* comme espèce fourragère. La culture cette dernière, a déclaré un paysan de la localité, pourrait bientôt remplacer la caféiculture dus au fait que les paysans fixent les prix du fourrage aux éleveurs contrairement à l'incertitude des prix des cerises de café à l'usine de lavage. D'autre part, les chercheurs reconnaissent avoir eu à travers le PGRN « *un laboratoire d'essai de leurs concepts en milieu réel, car une fois que les paysans ont compris, c'est tout car c'est bien eux les meilleurs chercheurs* ». Le projet a servi aussi d'opportunité irréfutable de renforcement de capacités des étudiants au cours de leur cursus de formation universitaires. Au total une vingtaine d'étudiants niveau ingénieurs et une dizaine de chercheurs et cadres ont été exposés aux principes de gouvernance des RN et aux outils recherche vers la rédaction des articles issues des travaux de recherche-action.

De manière spécifique et non exhaustive, les contacts de terrain et l'analyse documentaire ont permis aux consultants de relever que les formations ont porté sur :

- la préparation des pépinières et des germoirs ;
- le choix des espèces selon les sites à reboiser et l'objectif de reboisement ;
- les intégrations agroforestières et l'utilisation d'engrais et des amendements calcaires
- l'utilisation du triangle à pente et la mise en place des haies anti-érosives ;
- l'organisation d'un CGRN et le plaidoyer local ;
- la gestion d'un boisement selon un plan concerté de gestion ;
- le drainage d'un marais et l'élaboration des business plan communautaires;
- la gestion du titonia et de la sesbania et la protection juridique d'un boisement ;
- la formation sur les techniques de carbonisation améliorée
- la formation sur les techniques de culture de des champignons comestibles,

4.1.2. Les CGRN pour l'apprentissage et l'interaction avec les politiques

La mise en place et l'opérationnalisation des CGRN comme cadre d'échanges par excellence à la base aura contribué à la restauration de l'autorité de l'Etat, et a stimulé la catalyse de la participation et la responsabilisation des acteurs locaux dans la gestion des ressources naturelles qui devenait jadis l'affaire des seuls services forestiers ou environnementaux par ailleurs en mal de moyens d'intervention en temps réel. En effet, depuis le début du projet, les autorités locales apportent leur contribution dans cette lutte et cela de manière concertée avec les responsables des CGRN. Il semble important de signaler qu'au Sud Kivu, les CGRN en collaboration avec DIOBASS a réussi à impliquer

les chefs traditionnels ainsi que les parlementaires dans le processus de GRN à travers la mise en place des instruments réglementaires greffés parfaitement à la vulgarisation des lois existantes dans le domaine de l'environnement notamment le code forestier de 2002. Par ailleurs, il est rapporté que les activités importantes de mobilisation des populations ont été conduites sous la houlette des chefs locaux.

Ce rôle ressort de leurs responsabilités contenues dans les chartes de responsabilités et les codes de conduite signés entre toutes les parties (Rapport Illustré du PRGN, 2012). Ces autorités sont quelque peu liées par les documents qu'ils ont signés et sur lesquels les membres des comités se basent pour faire appliquer les principes de bonne gouvernance. C'est aspect politique est moins développé de l'autre côté du Lac Tanganyika qu'est le Burundi.

Nous reprenons textuellement du rapport illustré du projet les succès des CGRN dans les deux pays :

Encadré 1 : Le CGRN comme cadre d'action et instrument de recherche action

Les succès des CGRN dans les deux pays ont été très importants. Nous ne citerons ici que les plus remarquables.

- Les CGRN sont devenus les principaux porteurs et interlocuteurs de ce projet. Toute la recherche action a été conduite avec ces comités. Ils en sortent fortement renforcés à la fois sur le plan individuel et collectif.
- Les CGRN ont réalisé des actions importantes de restauration des ressources naturelles comme nous l'indiquerons dans les chapitres qui suivent : reboisement, aménagement des marais, lutte antiérosive etc...
- Les CGRN se sont positionnés comme leaders et catalyseurs de l'ensemble de la communauté pour toutes les questions environnementales : mobilisation pour l'aménagement des RN, prise d'initiatives en obligeant l'autorité à agir ou à réagir. Ils ont dessiné de véritables plans d'aménagement du territoire au niveau local.
- Les CGRN, comme nous le verrons plus loin, ont proposé, négocié, puis imposé des codes de conduite pour la gouvernance des RN dans les sites. On peut à ce sujet noter la surveillance des feux de brousse, la dénonciation des pratiques frauduleuses, la pression sur l'administration de manière directe et indirecte pour empêcher des décisions peu favorables à l'environnement.
- Les CGRN sont devenus les représentants de la population et les interlocuteurs des pouvoirs publics pour la cogestion des RN. Ils ont réussi à négocier le changement des statuts des boisements publics aujourd'hui devenus communautaires avec une répartition des revenus très profitables aux populations.

4.1.3. La Recherche – action - participative pour catalyser l'action collective

Ce projet a été porté par les ONG locales DIOBASS au Sud Kivu et ADISCO au Burundi avec la collaboration des universités et centres de recherche. Le projet est resté visiblement une plate-forme de recherche avec une particularité d'allier l'approche scientifique aux démarches multiples de développement durable. La recherche –action- participative au sein du PGRN a été orientée plus vers l'essai des innovations techniques et institutionnelles pour la gouvernance et la gestion intégrée des ressources naturelles. Elle a suivi chaque fois un schéma spécifique itératif ou chaque résultat obtenu devenait un nouveau sujet de recherche en fonction des interrogations des populations et c'est cela qui guidait toute l'action.

Elle avait consisté principalement à :

- faciliter, à travers des processus participatifs de recherche action, l'apprentissage adaptatif collectif dans les plateformes innovatrices dont les comités de gouvernance des ressources naturelles, par le dialogue politique, pour les réformes institutionnelles et politiques nécessaires à la bonne gouvernance des RN.

Dans le cadre de ce projet, des espaces d'échange et de discussion ont été mis en place pour faciliter une interaction entre les acteurs sociaux à la base, les chercheurs et les décideurs impliqués dans le projet ;

- promouvoir les innovations technologiques et institutionnelles pour accompagner les réformes politiques et institutionnelles et faciliter l'adoption des technologies de gestion intégrée des RN. Tels ont été les cas des plusieurs essais agro forestiers, de la lutte antiérosive, des technologies de conservation de l'eau (Kamanyola) et des sols, des reboisements, de diversification des cultures par l'introduction des nouvelles variétés des légumineuses à usage multiple, variétés de manioc résistantes à la mosaïque, variétés de bananes résistantes aux maladies virales et bactériennes, promotion de la rotation des cultures, intégration des engrais organiques et/ou minéraux etc.

- réaliser des analyses des plates-formes et des processus décisionnels et générer des leçons et principes généraux d'apprentissage politique et de gouvernance participative de RN. Ce niveau a été malheureusement très peu adressé par les animateurs du projet pendant sa mise en œuvre.

Certains des chercheurs étaient parfois moins motivés étant donné le contexte socioéconomique dans lequel ils vivent car le chercheur parfois souhaitait que sa recherche puisse aussi nourrir son homme or ça n'a pas été toujours le cas.

Il y a lieu de noter aussi que la coordination de la recherche entre la RDC et le BURUNDI n'a pas été facile de tout côté, les chercheurs se montrant moins disponibles à certains moments appropriés pour les synergies.

Les principaux produits de la recherche menée au sein du PGRN montrent plutôt des équipes habiles avec un potentiel énorme en matière de rédaction et de capitalisation. Dans ce sens, plusieurs rapports et documents ont été produits dans le cadre de ce projet dont les plus importants sont entre autres les suivants même si peu ont été transmis au CRDI:

- Un document sur l'histoire de succès dans les quatre sites de la RDC;
- Un rapport d'analyse sur la contribution du cadre légal et institutionnel à la gouvernance des RN qui fait un état de lieu de la législation congolaise sur la GRN ;
- Un ABC de la gouvernance des RN ;
- Le module d'aménagement du terroir ;
- Deux rapport de baseline (coté RD Congo et coté Burundi);
- Un rapport de visioning des communautés ;
- Des notes de communication aux décideurs ;
- Un recueil des pratiques et savoirs locaux ;
- Des rapports intermédiaires du projet ainsi que le rapport illustré de toutes les réalisations dans les 6sites de la RDC et du Burundi ;
- Plusieurs articles scientifiques ;
- La charte des responsabilités ;
- Les codes de conduite qui déterminent la conduite à observer par tous les membres de la communauté pour atteindre l'objectif de gouvernance des RN ;
- Les contrats de cession des terres qui marquent l'accord des propriétaires terriens à disponibiliser leurs terres pour les expérimentations des technologies agricoles ou pour porter des boisements communautaires ;
- Les statuts des CGRN signés par tous les membres qui s'engagent à perpétuer les bonnes habitudes de gouvernance des RN collectives au sein de leurs entités respectives ;
- Les notes d'information sur les comités de gouvernance des ressources naturelles.
- La cartographie des sites
- Quatre films documentaires sur la GRN dans les deux pays
- Un module sur la culture des champignons pleurotes au Burundi
- Les rapports périodiques d'activités y compris le rapport illustré des réalisations

En tous, des connaissances et pratiques ont été produits dans le strict respect des normes scientifiques et sont tous de qualité acceptable à cette étape même s'il va falloir les raffiner pour les rehausser aux standards des articles et autres produits scientifiques selon les audiences. L'analyse chiffrée montre au cours de cette phase: 2articles soumis en cours de revue en comité scientifique, 6 mémoires de niveau Master, une thèse de doctorat en voie de finalisation, environs 20 articles issus des présentations de la conférence internationale de Bukavu tenue en Février 2012, plusieurs rapports (voir l'inventaire non exhaustif ci-haut), une base de données interinstitutionnelle en voie de construction, des fiches techniques, 4 films documentaires sur des thèmes variés ainsi qu'une photothèque, sont disponibles dans le cadre de ce projet.

Cependant, l'ouvrage qui devrait mettre ensemble et publier tous les articles scientifiques produits (30 articles) dans le cadre du projet, n'est pas encore finalisé à ce jour.

Aussi de l'avis des consultants, des mécanismes appropriés (sous forme des fiches techniques de travail) pour capitaliser et utiliser ces produits ainsi que toutes les trouvailles dans le vécu quotidien, n'ont pas été développés par le projet.

Par ailleurs, les voies de diffusion pour toucher un plus large public restent à explorer pour plus d'impact. Il pourrait s'agir des sites web, des livres édités, des publications des résultats intermédiaires sous formes de « working papers », des media sociaux comme Facebook,

Twitter, UTube, etc. D'autre part, certains des chercheurs étaient parfois moins motivés étant donné le contexte socioéconomique dans lequel ils vivent car le chercheur parfois souhaitait que sa recherche puisse aussi nourrir son homme or ça n'a pas été toujours le cas. Il y a lieu de noter aussi que la coordination de la recherche entre la RDC et le BURUNDI n'a pas été facile de tout côté, les chercheurs se montrant moins disponibles à certains moments appropriés pour les synergies.

4.1.4. Les innovations agronomiques et l'intégration agroforestières

Les productions agricoles augmentent significativement à KABARORE, RUTEGAMA avec une incidence perceptible sur les autres variables du bien-être et de la gouvernance environnementale. Il s'agit ici de la promotion à large échelle des cultures fourragères, champignonnières et quelques spéculations annuelles comme le haricot et le maïs. L'innovation a porté sur l'introduction des semences améliorées des diverses filières y compris les semences des essences agroforestières d'intégration comme le *Grevillea robusta*, *Pennisetum purpureum*, *Cedrella serrulata*, *Leucaena diversifolia*, *Calliandra calothyris*, etc. Ces innovations en plus des champignonnières ont commencé à générer des revenus importants et auraient joué un rôle de motivation des CGRN et les communautés de Kabarore et Rutegama à mieux s'impliquer dans la gouvernance des ressources naturelles surtout au travers des actions collectives de reboisement et de protections des arbres plantés au-delà du contenu des instruments réglementaires comme les chartes et les conventions. Par contre, du côté Sud-Kivu, cet aspect est faiblement visible ou audible dans les discussions. La production au champ est faible car le niveau de développement des filières agronomiques est quelque peu au point de départ et influent très faiblement sur les revenus/ épargnes. Nous notons le cas exceptionnel de Nyangezi qui affiche autant que les sites coté burundais un dynamisme avancé avec une histoire à succès de la récupération communautaire par drainage d'un marais improductif depuis plus de 9ans. Le reste des sites vient de débiter l'appui à quelques filières mais à des niveaux différents. Ceci est d'autant compréhensible car la priorité des efforts en appui semble avoir été plus diligentée vers la gestion des ressources naturelles (pépinières, boisements, lutte contre les feux de brousses et la divagation des bêtes et le développement des instruments réglementaires locaux).

D'autres débuts de changements observables dans les 6 sites d'intervention sont présentés :

- la stabilisation et la restauration des terres est quelque peu visible déjà dans tous les sites du projet (Kabarore, BUGOBE et IKOMA surtout où c'est un grand problème);
- le calendrier des pluies semble se normaliser à nouveau dans tous les sites du côté congolais mais on cette normalisation pourrait être une résultante d'effets combinés des interventions au-delà du seul projet PGRN.
- l'acceptation et application de l'agroforesterie dans les champs en dépit des croyances locales ;
- la création pour l'autorité d'un espace pour vulgariser la loi forestière (cas surtout de KAMANYOLA et les deux sites du Burundi) ;

- Le nombre d'arbres plantés a augmenté partout et est visible dans tous les milieux bien que les statistiques sur le taux de croissance par rapport aux arbres plantés ne sont pas maîtrisées ;
- les feux de brousse diminuent sensiblement dans tous les sites et il y a une adoption effective des techniques culturales modernes ;
- connaissances des acteurs impliqués améliorées sur la thématique à cause des multiples formations qui ont été organisées par le projet CGRN ;

4.1.5. Implication effective des femmes et des peuples autochtones

Selon les discussions menées avant, pendant et après nos décentes sur terrain, c'est bien cernable que les femmes ont joué un rôle important dans le projet. Remarquable aura été l'implication des femmes dans les échanges au cours de l'évaluation surtout les débats pendant les entretiens en focus groups. Ceci est une évidence de la considération de cette couche de la population que le PGRN est venu impulser dans la gouvernance des biens collectifs, attitude déjà anticipée par la prix Nobel Elinor Ostrom dans son ouvrage « governing the commons ». En effet, les consultants ont vu les femmes occupant réellement un espace d'expression et d'association d'égal à égal avec les hommes (les chefs) pour discuter sans discrimination sur les questions vitales dans le milieu. À Bugobe, les femmes ont témoigné que le projet les a conduites à plus de stabilité et d'harmonie dans leurs ménages.

A Kabarore et même à Rutegama, des femmes témoignent que depuis que le projet a commencé, leurs poids ont jusqu'aujourd'hui augmenté et Adelaïde, une veuve de la colline Jene affirme avoir déjà gagné plus de six Kg ; ce qui traduit une amélioration des conditions de vie. D'autres se présentent fièrement avec de nouveaux habits assortis de chaussures qui n'envient plus leurs voisins fonctionnaires de l'Etat. Les femmes participent largement à la gestion des ressources du ménage car elles sont désormais associées par le mari (après formation organisées par DIOBASS et ADISCO dans le milieu). Mais il faut faire remarquer que les jeunes filles et garçons ont été moins impliqués dans les activités organisées au sein du CGRN sauf indirectement quand on organisait des travaux communautaires orientés vers les écoles et églises locales.

Le fait que les aménagements effectués apportent une valeur économique de plus, les maris sont de plus en plus attentifs à leurs femmes et s'en rapprochent davantage. Le projet a, de cette façon, suscité une émulation entre groupes sociaux. À certains endroits les comités sont dirigés par les femmes comme à Kamanyola et à Rutegama. Dans la même fourrée, en RD Congo comme au Burundi, les populations autochtones, naguère sans sécurité foncières, ont graduellement développé de l'intérêt dans la GRN par la sensibilisation répétitive des équipes du projet et leur implication dans le projet commencent à générer des revenus qui ont été utilisés pour acquérir des terres et accéder à la propriété foncière grâce surtout à la culture de champignons dans les sites du PGRN au Burundi.

4.2. De la pertinence du projet : Les grands changements impulsés au niveau local

Ce projet de promotion des approches participatives multi institutionnelles pour la bonne gouvernance des ressources naturelles collectives dans les sociétés post conflits des grands lacs en Afrique **a été et reste pertinent** étant donné que son objectif global, celui de renforcer les capacités des communautés rurales pour participer activement à l'apprentissage politique et aux processus décisionnels de bonne gouvernance de l'environnement dans les sociétés qui émergent des conflits et crises écologiques et ses cinq objectifs spécifiques sont cohérents par rapport aux politiques en matière de protection et de promotion de l'environnement de deux pays où le projet a été mis en œuvre (la RDCONGO et le Burundi).

Ces objectifs ont répondu à des besoins clairement établis par les communautés locales lors des analyses des contextes qui avaient été faites au début du projet : perturbations climatiques, faibles productions agricoles, conflits liés aux divagations des animaux, vols des produits, faible ou concertation inexistante entre les membres des communautés locales au sujet des questions concernant les ressources naturelles (faible prise de conscience à ce sujet), infertilités des sols, sécheresse (surtout KAMANYOLA), prépondérance des feux de brousse, faible implication des femmes dans les questions de gouvernance des RN, érosions importantes et dégradation des paysages boisés et cultivés entre autres.

Les incidences sur la gouvernance des ressources et changements de comportement et pratiques observables dans les paysages cogérés sous le PGRN sont perceptibles même si ils sont encore à petite échelle et par conséquent nécessite un coup de pouce additionnel vers des masses plus critiques. En effet, au travers des actions menées, les gens acceptent d'associer les arbres agro forestiers avec leurs cultures et trouvent cette façon de faire comme une manière de protéger le sol mais aussi et surtout d'améliorer leurs productions agricoles en augmentant la fertilisation et la production des tuteurs pour la promotion de la culture des haricots volubiles. En outre, les populations locales installent elles-mêmes des coupe-feux efficaces pour protéger les collines reboisées, cas des sites visités de Kabarore sur les collines de Manga et Rorero; NYANGEZI par exemple avec la colline BANGWE.

Le projet a su apporté une réponse appropriée à la question d'interaction multi-acteurs par le fait qu'il a pu faciliter la définition d' une vision collective de RN, aider à mettre en place des plateformes, des espaces d'échanges y relatifs, d'analyse et de planification concertée, il a su renforcer le rôle de la femme et des minorités autochtones (Pygmées et Twa) dans la gouvernance de ressources naturelles et promouvoir des innovations et technologies de gestion durable de ressources naturelles, y compris les institutions d'action collective pour la gestion des ressources communes, il a su aussi renforcer les capacités des acteurs et des intervenants politiques. Raison pour laquelle le projet PGRN a eu le soutien de l'ensemble des parties prenantes dans les sites d'exécution à quelques exceptions près.

L'émergence exponentielle de la filière champignon au Burundi au-delà des sites conventionnels du projet : Par exemple un paysan de Kabarore appuyé par le PGRN est

entrain de former les employés et les unités militaires attachés à la présidence de la république du Burundi sur les techniques de production du champignon pleurote) ;

Les performances de la filière haricot à Rutegama et l'adoption irréversible en temps record du Pennisetum fourrager à Kabarore semblent poursuivre un élan vers une révolution verte dans les hautes terres du Burundi et pourrait connaître une dissémination nationale.

Du point de vue influence des politiques, il est perceptible que le projet a permis à l'autorité administrative de se mettre à l'apprentissage de la démocratie et la valorisation de l'action communautaire. Ceci est due au fait que le PGRN a élargi l'assiette d'implication des acteurs, favorisant ainsi l'émergence progressive d'un leadership responsable catalysé par l'action des CGRN.



Figure 4. Boisement communal sous cogestion après plusieurs années de déboisement illicite à Kabarore

Les **impacts perceptibles** sur le terrain **sont encore limités** compte tenu de la portée des interventions (seulement 6 sites pilotes) et le temps matériel pour consolider une telle initiative transfrontalière. Ainsi, ce projet est plutôt un processus qui devrait s'étendre et se poursuivre sur plusieurs années (7à 10 ans même) pour commencer à produire des changements significatifs au sein des groupes cibles. Pour un projet qui prétend opérer dans le

domaine de recherche-développement et environnement, une durée de trois ans ne peut pas donc pas suffire.

Mais jusque-là et tel que les matrices d'influences, présentées dans ce rapport, le montrent, le projet a influé quelque peu déjà mais assez sur la gouvernance des RN par rapport aux aspects liés au bien être qui ont été plus intégrés comme facteurs motivant des acteurs pour qu'ils s'impliquent efficacement (épargne, revenu, éducation familiale, soins de santé, alimentation etc.). Les options développées pour le bien être dans ce cas peuvent être considérées comme une forme de paiement indirect pour les Services environnementaux (voir encadré 2) dans les paysages cibles.

Aussi, à ce titre, ce projet n'a pas encore produit des impacts négatifs que ce soit sur le plan social, culturel, du genre, politique, économique etc.

Une interrogation à ce niveau pourrait être celle du suivi et la base des données. Sur le plan de la base des données, les consultants ont pu relever les faits suivant et ont estimé qu'ils méritent une attention particulière surtout du côté des chercheurs :

- les données chiffrées devant émaner du suivi de terrain par les chercheurs n'existent pas du côté congolais (maillon faible) : nombre d'arbres ayant tenu après plantation par site, nombre des tuteurs par exemple délivrés à BUGOBE sur l'expérience comparative titonia et sesbania, nombre des personnes ayant reçu les arbres des pépinières développées par site ;

- Difficulté d'établir les chiffres quant à la chaîne de passation des semences entre acteurs –suivi de cela inexistant pour bien apprécier les performances des semences à travers le temps dans les sites ;

- Les fiches de suivi pour noter ces différentes données chiffrées n'existent pas au sein des toutes les brigades agricoles locales ;

Il faut noter que la cartographie des incidences a été réalisée en vue de mettre sur pied un système de suivi des changements et des marqueurs de progrès chez différents partenaires limitrophes. Cet instrument avait également permis de fixer dès le départ les différents produits souhaités. A l'aide d'une matrice des incidences, les acteurs clés avaient été identifiés ainsi que les changements souhaités.

Encadré 2 : Concept de paiement pour les Services Environnementaux

Concept de Paiement pour les Services Ecosystémiques

D'une manière générale, les mécanismes de Paiement pour les Services Ecosystémiques ou PSE peuvent être compris soit comme un principe directeur d'action, soit comme un instrument clairement défini. En tant que principe d'action, ils relèvent de versements octroyés à des agents propriétaires d'une ressource ou la contrôlant, ces paiements se justifiant par la fourniture d'un service environnemental lorsque certaines conditions sont vérifiées. Selon ce principe, donc, toute subvention liée à des pratiques favorables à l'environnement pourrait être classifiée comme PSE. On peut pousser le raisonnement jusqu'à considérer que dans un certain nombre de cas, l'émergence du discours sur les services écosystémiques a permis de recycler certaines initiatives en mettant l'accent sur les services (Pirard et Billé, 2011).

Par définition : les « services environnementaux ou services éco systémiques » s'entendent des services fournis par les forêts et les plantations forestières qui ont une incidence sur la protection et l'amélioration de l'environnement. Sont reconnus à ce titre : l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre (fixage, réduction, séquestration, stockage et absorption) ; la protection de l'eau pour une exploitation urbaine, rurale ou hydroélectrique ; la protection de la biodiversité en vue d'une exploitation durable et à des fins scientifiques et pharmaceutiques ; l'étude des ressources génétiques et leur mise en valeur ; la préservation des écosystèmes, des formes de vie et de la beauté des paysages naturels pour le tourisme et à des fins scientifiques. PRISMA (2003).

En tant qu'instrument, la définition la plus couramment utilisée, en particulier dans le domaine des usages des terres, est celle de Wunder (2005) selon laquelle les PSE sont (i) une transaction volontaire, où (ii) un service environnemental bien défini (iii) est « acheté » par au moins un acheteur (iv) à au moins un vendeur (v) si et seulement si le service est effectivement préservé.

Ces mécanismes de compensation ont pris trois formes principales : compensation financière, paiements en nature tel que le développement d'infrastructures, accès à la formation et accès à des ressources ou à des marchés, et enfin le droit d'usage du sol ou sa certification.

Selon Pagiola, « il s'agit de payer aux utilisateurs de terres, les services environnementaux qu'ils génèrent et d'aligner ainsi les incitations sur celles de la société dans son ensemble ». Les principes fondamentaux du PSE sont les suivants : qui fournit les services environnementaux reçoit une compensation et qui bénéficie de ces services ailleurs les payer.

Cette définition est en quelque sorte la traduction du théorème de Coase, ou plus largement d'une théorie des droits de propriété qui s'applique parfaitement aux externalités environnementales (Demsetz, 1967). En effet, selon Coase (1960) quelle que soit l'allocation initiale des droits de propriété, la possibilité de les échanger entre agents, avec des coûts de transaction minimales, permet d'atteindre un optimum social. Ainsi les PSE selon Wunder sont une transcription de cette vision des choses, puisque les droits d'usage sur la ressource seraient échangés entre bénéficiaires et fournisseurs du service, afin d'atteindre une situation où l'utilité de tous les agents est accrue.

Encadré 3: L'histoire à succès du site du projet de Kabarore au Burundi

NTEGAMAHEREZO Adélaïde, Commune Kabarore, Colline Ngoma

Je m'appelle NTEGAMAHEREZO Adélaïde, monitrice agricole de la colline Ngoma, zone Jene en commune Kabarore. Je suis veuve et mère de 4 enfants.

Avant le PGRN de ADISCO, j'avais une vie très modeste ; j'avais du mal à trouver des moyens pour la scolarisation de mes enfants et même trouver de quoi les nourrir me fatiguait beaucoup. Il m'arrivait de vendre mes bananes sur pied pour subvenir à mes besoins mais là aussi, je n'y arrivais pas.

Quoique recrutée par la DPAE pour le poste de moniteur sur notre colline, j'avais des difficultés pour aider les agriculteurs de mon ressort pour l'amélioration de l'agriculture, je n'avais rien à leur apprendre car je ne connaissais rien moi aussi.

Quand ADISCO est venu travailler ici, j'ai reçu une formation qui a complètement changé mon esprit. C'est à travers Haguruka (un autre projet d'ADISCO) que je me suis associé à 8 autres personnes pour former un groupe d'autopromotion. Le PGRN nous a initiés dans l'aménagement de nos propriétés en creusant des fossés antiérosifs et plantant du *Pennisetum* et des arbres agro forestiers. Grâce à Haguruka, nous avons commencé à cotiser 5000 Fbu par personne par mois grâce au revenu tiré du *Pennisetum* ; nous sommes parvenus à acheter 2 chèvres par moi que nous avons remis aux membres du groupe de sorte qu'en 5 mois seulement tout le monde avait une chèvre. Nous avons continué les cotisations jusqu'à payer à chacun une cotisation à la mutuelle de santé de la localité. Au troisième tour, nous avons tous planté du bananier amélioré. Mes enfants mangent chaque fois qu'ils en ont besoin, mon poids a augmenté de 6 kg depuis 2009 à juin 2012.

Pour ma famille, grâce à la production du *Pennisetum*, de banane et des animaux, j'ai acheté un verger de caféier de 100 arbres, j'ai ouvert une boutique de commerce général. Grâce à l'amélioration de la fertilité de mes champs, je n'achète plus du haricot ; au contraire, je vends l'excédent. Maintenant, tous mes champs sont bien protégés contre l'érosion, je n'ai plus de problème en ce qui concerne le fumier. Les autres ménages viennent s'approvisionner chez moi pour avoir des boutures de *Pennisetum* en vue d'avoir du fourrage tout en protégeant les champs de culture.

Dans l'avenir le plus proche, je compte améliorer ma maison ; d'ici une année, j'aurai de l'électricité car je suis entrain d'épargner pour acheter un compteur électrique auprès de la DGHHER (Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rurales).

Je souhaite que le PGRN continue ses activités pour s'étendre sur toutes les collines afin tous les habitants de Kabarore se développent comme moi.

Je remercie ADISCO de m'avoir guidée pour mon développement sans compter sur une quelconque aide gratuite.

Fait à Kabarore, le 7 juin 2012

Encadré 4 : L'histoire à succès : Quand la science rencontre la connaissance locale en RDC

Les technologies paysannes dans la recherche scientifique ; coopération entre les universités et les paysans

L'implication des associations locales de développement dans la recherche action produit actuellement et petit à petit un rapprochement entre ces associations et les universités de la place.

Le cas le plus récent est l'introduction de l'engrais organique CETEP dans les essais de recherche pour le travail de mémoire à l'université évangélique en Afrique. Cet engrais est le produit de recherche de l'association paysanne dénommée CETEP /KAMISIMBI qui s'investit dans la recherche action paysanne pour améliorer la production agro pastorale de leur groupement. Le CETEP est un centre d'encadrement des techniciens agronomes et vétérinaires et d'expérimentation des pratiques paysannes. Leur recherche vont non seulement dans le domaine de la production agricole mais aussi dans les domaines de la conservation et la gestion de ressources naturelles.

L'utilisation des tithonia sur les haies antiérosives leur permet non seulement de protéger les sols, mais aussi d'avoir de la matière première pour la pharmacopée animale, et pour la production de l'engrais organique CETEP. Cet engrais qui se présente sous forme d'une farine est constitué de 50 pourcent de la farine de bouse, de 30 pourcent de la farine de cendre et de 20 pourcent de la farine végétale issue de feuilles de tithonia.

Cet engrais a prouvé ses qualités fertilisantes dans les essais de la production maraîchère. Les dernières expérimentations ont montré que l'utilisation de l'engrais CETEP a donné 8 kg d'amarante au mètre carré tandis qu'avec l'urée nous avons eu 5,5 kg par mètre carré dans les mêmes conditions. Aussi grâce à l'utilisation de cet engrais la récolte des amarantes a eu lieu 7 jours avant les amarantes cultivés sur l'urée; la longueur des tiges et leur diamètre au collet étaient de loin supérieure avec l'engrais produit par les paysans de CETEP.

Dans l'essai de production d'haricot à Nyangezi par l'étudiant David Mulungula de l'université évangélique en Afrique, les résultats ont montré que le mélange d'engrais contenant l'engrais CETEP s'est avéré très efficace que toute autre combinaison.

4.3. De la conférence internationale sur la gouvernance des ressources naturelles

Du 6 au 8/2/2012, il s'était tenu à l'hôtel Horizon de BUKAVU, une conférence internationale sur la gouvernance des ressources naturelles. L'idée principale était de lancer un dialogue régional autour de la gouvernance des ressources naturelles, dans le contexte post conflit.

Cet événement avait été ponctué par quatre moments forts à savoir des communications, une conférence paysanne, une table ronde politique et une visite de terrain.

Les principaux résultats de cette conférence auront été :

- la reconnaissance de CGRN comme stratégie de participation de toutes les couches sociales et outil de plaidoyer pour la gestion collective des ressources naturelles ;
- le développement des échanges entre acteurs autour des initiatives qui se développent dans la sous-région et leur engagement à les poursuivre dans l'après conférence ;
- l'engagement des autorités politiques concrétisé par leur participation pendant toute la durée de la conférence, y compris pour les visites de terrain et les travaux de groupe ;
- la preuve d'une collaboration réussie grâce à un modèle institutionnel atypique entre organisations de la société civile et recherche scientifique, à travers la méthodologie de recherche action dans laquelle il n'y a pas des spectateurs d'un côté et des chercheurs de l'autre ;
- l'intérêt des participants autour de la thématique avait été vivement manifesté et s'était traduite non seulement par la participation aux activités, mais aussi par la recherche des recommandations qui ont été proposées pour poursuivre la recherche et l'approfondissement des questions techniques et institutionnelles.

De l'analyse il ressort que tous ces résultats enregistrés sur le terrain sont conformes, cohérents et ont contribué largement à la réalisation des huit résultats prévus par le projet et de la même manière ont contribué à l'atteinte de cinq principaux objectifs spécifiques du PGRN.

Concernant l'atteinte de ces cinq objectifs spécifiques, il faut dire que les objectifs du projet ont été suffisamment adressés par le projet étant donné que le nombre d'arbres a augmenté sensiblement dans tous les milieux, les feux de brousse ont diminué et les CGRN ont joué un très grand rôle de sensibilisation et de garant de la gestion collective des RN et le bien-être a quelque peu été influencé aussi par les différentes technologies promues.. Parmi les éléments qui ont le plus contribué à cela et qui ont été assez promus par le projet à ce sujet, on peut énumérer les instruments réglementaires, le processus d'agroforesterie participative, le CGRN et le renforcement des capacités des parties prenantes. Tous ces faits poussent à confirmer que **le PGRN a été efficace** comme projet.

4.4. L'efficacité du projet

Le PGRN a été efficace étant donné que dans la mise en œuvre du projet, les activités ont été réalisées avec les moyens prévus et cela dans le respect des limites budgétaires consenties avec le bailleur de fonds. Ainsi les réalisations ont été obtenues de manière appropriée.

La cartographie des incidences a été l'outil clé et de référence dans le pilotage du projet PGRN et a été utilisée de manière adéquate pour produire les résultats prévus par le projet.

Elle a été utilisée comme outil de planification et de suivi. Plusieurs autres fiches techniques avaient été utilisées comme outils de suivi au niveau des brigades et étaient chaque fois assorties des recommandations pour aider à améliorer la gestion et la mise en œuvre du PGRN.

Mais sur le terrain, coté congolais, les consultants avaient constaté que NYANGEZI avait plus des réalisations concrètes que partout ailleurs, en effet le milieu avait bénéficié de plus des moyens financiers que les autres endroits étant donné que le CGRN du milieu est et reste très dynamique, plus engagé et plein d'initiatives.

Le projet PGRN a été financé à hauteur d'environ 250.000 Dollars sur 3 ans. Il a pu arriver aux résultats chiffrés figurant dans le tableau 1 avec une gamme d'incidences (tableau2) et un début de changement de mentalité et de pratiques touchant en tout plus de 225.000 ménages dans 6 paysages au Sud Kivu et au Burundi. Ce ratio Incidence-coûts est bien faible et dénote une plus grande efficacité du projet mis en œuvre par des ONGs locales collaborant avec des partenaires limitrophes de standards nationaux. Il n'en est pas souvent de même pour des initiatives similaires exécutées par des organisations de recherche de rang international qui souvent utilisent des budgets plus élevés pour des durées plus longues avec à la fin de phase des produits en deçà de ceux décrits dans ce rapport d'évaluation. Ce niveau plus élevé d'efficacité serait en partie dû au fait que ce projet a largement profité du personnel des autres projets pour pouvoir atteindre les résultats avec des coûts très faibles. En outre les ONG locales ont tendance à adopter des modes opératoires moins coûteux d'une manière générale mais pour ce cas d'espèce, la cote aurait été rehaussée par l'approche d'action usant des ressources humaines internes (avec bien aussi ses limites quand on veut avoir des produits de recherche de qualité) et la culture de l'effort paysan véhiculé par la démarche autopromotion.-

4.5. Éléments de durabilité du projet vu par les partenaires locaux

A en croire aux perceptions et positions des acteurs locaux, la probabilité de la poursuite des bénéfices produits par le projet reste grande même quand les appuis extérieurs seront finis. En effet, au cours des investigations sur terrain, les consultants ont cherché à recueillir les réponses à deux questions suivantes «Quelles propositions suggérez-vous pour consolider les acquis de cette initiative ? » et « Qu'est ce qui prouve que vous allez pouvoir continuer à travailler longtemps seul même après la fin du projet? ». La synthèse des réponses émanant des 6 sites ressort les observations suivantes :

- les gens peuvent continuer à s'appuyer sur les acquis des multiples formations reçues ;
- il y a maîtrise de la technique de drainage des marais à Nyangezi et ils font la maintenance par eux-mêmes à partir de maintenant ;

-L'existence des CGRN fonctionnels partout, acceptés et engagés pour la cause : les membres des CGRN s'organisent déjà eux-mêmes pour dupliquer les contenus des formations et sensibilisations suivies à leurs paires dans les paysages sans appui du projet;

- des petites cotisations pour assurer la routine des besoins du comité sont possibles dans les CGRN comme constaté déjà au sein du CGRN de Nyangezi ;

- à Nyangezi comme à Rutegama, il existe déjà des infrastructures de base ; bâtiment personnel qui sert à la coopérative agricole et aussi comme bureau ;

- Quelques matériels aratoires et quelques semences apportées par le projet sont encore disponibles dans les CGRN et servent à la relance et la continuité des activités des pépinières, en des pépiniéristes formés et engagés au sein des CGRN

- le niveau d'appropriation des acquis du projet par les acteurs locaux est satisfaisant ;

- des Filières agricoles sont organisées et sont fructueuses aujourd'hui par endroit et peuvent aider à continuer à alimenter les dépôts après le projet et à générer des bénéfices pour la survie du CGRN (comme c'est le cas actuellement surtout à Kabarore, Nyangezi et Rutegama) ;

- le niveau de soutien politique du projet et son degré d'interaction entre le PGRN et la sphère politique est bon surtout au niveau local dans tous les sites.

Cependant il faut admettre que le niveau de **viabilité financière** des CGRN est resté **faible** jusqu'à la fin du projet et pourrait limiter à travers le temps cette durabilisation.



Figure 5: Intégration aux champs des essences agroforestières à Bugobe

V. CONTRAINTES ET ENTRAVES DU SUCCES A MOYEN TERME,

Malgré le succès indéniable enregistré par ce consortium d'acteurs dynamiques impulsés par DIOBASS et ADISCO, il convient de souligner qu'il y a eu des choses qui n'ont pas pleinement marché au cours du cycle de ce projet et nous en documentons quelques-unes en plus des contraintes ayant empiété sur l'un ou l'autre résultat.

5.1. Quelques points d'insatisfaction et entraves au succès

Le projet prévu initialement pour quatre ans, avait finalement été conclu pour une période de trois ans. Quelque fois des retards liés aux transferts des fonds avaient poussé à des réaménagements des calendriers et chronogrammes de travail sur le terrain mais cela n'avait pas affecté significativement le niveau d'atteinte des incidences suite à une synergie fonctionnelle entre les programmes en cours au sein des organisations.

Le projet était plus ambitieux dans ses objectifs et ses changements recherchés vu les budgets, le temps et les ressources humaines envisagés dans le document signalétique. Heureusement que l'initiative a été greffé sur des communautés ayant en leur sein un minimum d'organisation pour porter la dynamique. Autrement, il faut des ressources autonomes suffisantes pour mettre en œuvre la combinaison des composantes « gouvernance des RN » et « bien-être des communautés ».

Les aspects scaling up ou dissémination à large échelle prévus pour que l'approche CGRN puisse être national n'ont pas marché car ceci devrait être porté par les administrations. En RDC par exemple, la décentralisation des services de l'Etat reste encore plus théorique et plusieurs services manquent encore des répondants fonctionnels au niveau local voire même provincial. Et ce retard dans le processus de décentralisation pénalise la mise en route du mécanisme type gestion des ressources naturelles alors que la constitution nationale en décortique les entités territoriales et les responsabilités.

Le modèle institutionnel d'implication des chercheurs a aussi posé des problèmes qui méritent une réflexion profonde. L'option chercheur junior prise par DIOBASS et celle de chercheurs Senior a la quelle s'est penché ADISCO se sont heurtées soit sur l'inefficacité soit sur l'indisponibilité. Dans l'un ou l'autre cas, il se trouve qu'il faille développer un modèle structurel pouvant vaincre les pesanteurs individuelles et institutionnelles des chercheurs nationaux.

La capacité des CGRN à mener un plaidoyer effectif pour l'intérêt des communautés reste faible dans des domaines complexes comme le foncier et la tenure forestière surtout vu le faible niveau d'accompagnement des CGRN sur le plan matériel et financier. Par ailleurs, les CGRN sont encore assez centralisés et ceci n'est pas de nature à faciliter le travail au niveau des localités ou collines plus éloignées.

Le volet formation n'a pas marché du coté burundais et les fonds ont été réaffectés pour d'autres activités surtout la conférence internationale.

Il nous a semblé ne pas pouvoir cerner une initiative de base de données unique généré par divers travaux alors que le PGRN est bel et bien un projet sous régional de recherche et quelques essais surtout coté RDC n'ont pas été rigoureusement suivis pour une collecte des données robustes.

Le projet n'a pas été assez strict pour que les chercheurs produisent les articles comme convenu. La coordination scientifique est venue un peu plus tard pour pallier à ce fait. Au début, il a manqué un mécanisme contraignant pour plus de pragmatique. L'encadrement scientifique n'était pas diversifié et il manquait ceux du domaine social sur le plan local. Finalement, les chercheurs semblent être restés déconnecté du mécanisme global. Enfin même si les gens n'ont pas en fait une culture de recherche mais il faut continuer sur la lancée initiée par ce projet co-piloté par DIOBASS et ADISCO.

5.2. Les contraintes rencontrées par les acteurs à la base

Nombreuses contraintes ont limité la qualité de travail des parties prenantes à la mise en œuvre du projet PGRN. Les plus importantes sont les suivantes :

- Plusieurs autres paysans ne comprennent pas encore le contenu des sensibilisations faites et continuent à agir comme auparavant à l'encontre du contenu des conventions locales en place;
- Les divagations des bêtes continuent par endroit en RDC et détruisent les arbres et cultures malgré les conventions mais l'autorité s'implique pour punir les récalcitrants;
- Il y a été une certaine absence de coordination des interventions dans le même terrain (différence d'approche de travail des ONGD d'appui avec les mêmes acteurs locaux avec tous les problèmes y afférents), cas surtout de BUGOBE et de IKOMA;
- Les membres à NYANGEZI s'acquittent difficilement de leurs obligations en termes de Cotisations et ceci est resté quasi impossibles ailleurs dans d'autres sites pour la survie des CGRN ;
- Les agents des services de l'Etat préposé à la GRN (Service d'environnement par exemple) et devant encadrer les acteurs locaux à la base sont mal équipés et quelque peu incompetents;
- L'inexistence des sites publics pour faire les reboisements en RDC d'où négociation avec des privés avec des clauses souvent désavantageuses par rapport à la population locale,
- En saison sèche, il est observé un déferlement de toutes les vaches de la plaine de la RUZIZI vers KAMANYOLA à la recherche de pâturage, causant ainsi la destruction des jeunes arbres plantés;
- Il subsiste encore par endroit un peu d'insécurité pendant l'opérationnalisation du projet PGRN cas surtout de Kaniola gênant le suivi des activités;
- Des cas de feu de brousse ont continué ça et là à Kamanyola dévastant des parties déjà reboisées;
- Il se trouve un marché extérieur encore difficilement accessible par le CGRN Nyangezi pour faciliter l'écoulement des produits agricoles emmagasinés au sein de la coopérative agricole du CGRN.

-La persistance des approches anti - autopromotion qui exacerbent l'esprit du moindre effort basé sur l'aide facile et la distribution des vivres dans les sites du projet et au-delà. Cet état de fait déstructure les mécanismes mis en place par le PGRN et réduit à terme la prise en main des initiatives locales promues.

5.3. Les grandes leçons tirées de la mise en œuvre du PGRN

Au bout de la présente évaluation les grandes leçons suivantes peuvent être dégagées :

- Il est possible de changer les mécanismes sociaux complexes si on veut et s'y engage méthodiquement ;
- Il est possible de changer rapidement des pratiques agricoles quand c'est bien expliqué aux populations bénéficiaires ;
- Les facteurs de succès en tout cas au Burundi et à Nyangezi sont en plus d'une démarche innovante, les autres projets antérieurs ou en cours dans les mêmes sites du projet PGRN. Par exemples au Burundi, le projet HAGURUKA et ses groupes cibles ont servi de tremplin pour faire décoller en force le projet PGRN
- On peut piloter des projets par des processus que par des chiffres uniquement ;
- L'implication des populations locales dans le processus d'un projet accroît leur responsabilisation ;
- Les communautés locales sont de plus en plus conscientes des questions forestières et environnementales mais il reste encore beaucoup à faire dans le domaine en leur faveur ;
- Même si leur sécurité alimentaire n'est pas garantie, les communautés locales se montrent soucieuses de la restauration de leur environnement qui en retour garantira la sécurité alimentaire
- Une des manières durables de protéger les ressources forestières et autres, c'est d'explorer les autres voies énergie pour les ménages ;
- Une forte vulgarisation des essences agro forestières constitue un investissement à long terme efficace pour les générations à venir ;
- Les membres bien formés et devenus compétitifs peuvent jouer des grands rôles dans la durabilisation des effets des projets de développement ;
- La non harmonisation des approches entre intervenants qui accompagnent les mêmes populations peut créer des fortes contradictions et même des gaspillages des énergies et des ressources importantes ;
- Des mécanismes appropriés de compensation des efforts des paysans, pouvant jouer le rôle de facteurs motivant, peuvent faciliter leur implication dans la mise en œuvre des projets de gestion des ressources naturelles et de ceux de développement ;
- Si on est engagé et déterminé en groupe on peut faire un travail de haute qualité ;
- Le fait que le gestionnaire des groupes rende compte aux membres du groupe, cela développe la confiance mutuelle et consolide davantage l'esprit de groupe ;
- On peut s'améliorer mutuellement et améliorer ses manières de travailler à partir des expériences réussies des autres ;

5.4. Problématiques transversales et questions de fonds en suspens,

Avant de finir cette perspective conclusive, nous nous sommes quelques questions de fonds qui pourraient guider les réflexions futures pour la consolidation des acquis ou le développement de nouvelles initiatives. Ce sont les interrogations suivantes :

1. Comment capitaliser sous forme de document de recherche intellectuelle et scientifique tout le travail fait au niveau de la recherche ?
2. Est-ce que le leadership de l'autorité en place joue un rôle important au niveau des incidences observées ou d'autres termes qu'advierait-il dès qu'on change de leadership politique en place ?
3. Quel est l'avenir du partenariat entre les institutions de recherche et les ONG dans le domaine de la gouvernance des ressources naturelles ?
4. Comment aborder la durabilité de PGRN avec compte tenu de l'esprit d'attentisme au niveau local et la recherche au niveau national?
5. Comment développer un mécanisme de compensation stratégique pour les bénéficiaires bénévoles qui sont membres des CGRN étant donné que cet esprit sacrificiel a des limites dans le temps et dans l'espace ?
6. Comment organiser le renforcement des capacités ou échange d'expérience entre paysans dans un nouveau contexte de sécurité alimentaire et de changement climatique dans la sous-région ?
7. Quels droits d'usage dans quelle dynamique de tenures foncières et forestières pour les communautés locales en RDC ?
8. Comment documenter le savoir-faire des animateurs endogènes.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Au sortir des observations sur terrain et l'analyse des rapports et documentaires produits au cours de sa mise en œuvre, c'est visible que le projet a apporté beaucoup de changement au sein de la population et au niveau du couvert forestier des paysages cibles et au-delà. Le projet a incité les acteurs à jouer leurs rôles naguère dormant et assumer pleinement leurs responsabilités ayant trait au domaine de GRN. Au cours de ces trois dernières années, le projet aura impulsé une incitation de la participation collective dans la gestion des pépinières et le reboisement et a promu de nouvelles alternatives génératrices de revenu dans le respect des normes environnementales. Il s'agit de la dissémination impressionnante des champignonnières, le développement du marché fourrages, de nouvelles réglementations pour la gestion des boisements publics et domaines de l'Etat, de nouvelles pratiques culturelles sur les courbes de niveaux et la stabulation en élevage. Le développement graduel des filières porteuses est en train de constituer l'objet de compensation non cash en lieu des paiements pour les services environnementaux dus en temps équitables pour compenser les efforts des CGRN. Par ailleurs, une culture de planter les arbres et les entretenir est graduellement en train de renaître dans les sites et environs. Les Bashi du Bugoma par exemple n'avaient pas de tradition de planter l'arbre dans leurs champs ont adopté les techniques culturelles plus respectueuses de l'environnement. Actuellement, avec l'appui du projet, les paysans ont intégrés des essences agroforestières dans les champs pour plusieurs usages (lutte antiérosive, fruits). Aussi, les femmes participent au même titre que les hommes dans la protection des ressources naturelles. En fin, l'émergence exponentielle de la filière champignon au Burundi au-delà des sites conventionnels du projet et la relance du marais de Kanyantende redonne de l'espoir aux processus participatif de gouvernance des ressources naturelles par l'action collective dans les pays des grands lacs africains. Par ailleurs, les performances de la filière haricot à Rutegama et l'adoption irréversible en temps record du Pennisetum fourrager à Kabarore semblent poursuivre un élan vers une révolution verte dans les hautes terres du Burundi et pourrait connaître une dissémination nationale voire même régionale. Du point de vue influence des politiques, il est perceptible que le projet a permis à l'autorité administrative de se mettre à l'apprentissage de la démocratie. Ceci est due au fait que le PGRN a élargi l'assiette d'implication des acteurs, favorisant ainsi l'émergence progressive d'un leadership responsable catalysé par l'action des CGRN.

Succès sur le plan recherche

Le projet a permis d'obtenir de valider les différentes pratiques pour mieux gérer les RN et aura développé un modèle de cogestion via les CGRN qui a fonctionné en captivant simultanément les populations, les chercheurs et les pouvoirs publics. Au Burundi par exemples les questions de gestion de l'érosion, la production des champignons ont catalysé le dialogue inter-acteur obligeant l'autorité politique à se mettre à l'apprentissage de la démocratie. Ceci est due au fait que le projet a élargi l'assiette d'implication des acteurs au travers de l'émergence d'un leadership responsable. . Du côté RD Congo, le projet s'est attaqué sur les questions de gestion de l'eau surtout dans un contexte où la plaine de la Ruzizi se dessèche déjà (lien entre la GRN et le changement climatique).

Au niveau de la participation communautaire, la recherche a appris des communautés la mise en place de la dynamique organisationnelle locale via les divers outils : Codes, conventions et comités GRN multi-acteurs quelques fois même contradictoire de la vision habituelle de la loi.

Au point de vue implication des femmes, une grande gamme de femmes a pu émerger surtout, se faisant remarquer même au cours de la conférence de Bukavu, parlant plus que plusieurs hommes.

Renforcement des capacités

Ce projet a donné un bon cadre d'interaction pour une recherche action pour des étudiants (impliqués par ailleurs tout au long du cycle du projet). Ceci est un élément innovant pour enrichir la recherche classique en cours dans les pays des grands Lacs. Un étudiant doctorant est presque à la fin de sa dissertation pour défendre sa thèse dans les mois à venir. Des séminaires sur la rédaction des articles ont été organisés et qui a servi à renforcer les capacités de rédaction des jeunes chercheurs.

20 Etudiants chercheurs en mémoire étaient impliqués dans le projet et ont pu effectuer des recherches pendant la durée dudit projet. Concernant la capacitation financière, il faut noter que le PGRN a appuyé les chercheurs de multiples manières pour qu'ils améliorent leurs capacités et pour qu'ils soient capables de bien accompagner les acteurs à la base. Il s'était agi :

- Des formations des chercheurs sur la gestion des terroirs, la protection des ressources naturelles (aspects juridiques et politiques) et sur la méthodologie de recherche scientifique bref sur la conduite de la recherche-action- participative et sur l'écriture scientifique ;
- Des interactions qui avaient été facilitées entre les chercheurs de la RDC et ceux du BURUNDI au sujet des recherches; Un chercheur congolais a participé à une conférence internationale au Sénégal sur les GRN et un professeur de l'Université du Burundi a participé à la conférence de Maputo au Mozambique où elle a d'ailleurs présenté un article en cours de validation.

Cependant, il avait été constaté que le mécanisme de suivi et d'encadrement des chercheurs qui avait été mis en place par le PGRN était moins rigoureux et vers la fin du projet seul un Dr en Biologie interagissait avec les chercheurs en tant que chercheur senior. Un Dr en sciences sociales a manqué dans l'équipe pour diversification.

Un autre volet d'intérêt était l'appui aux formations diplômantes des étudiants de divers curricula. Du côté RDC, quand bien même, il y a des produits, il semble y avoir eu plus de frustrations que de succès. 7 mémoires de licences ont été produits par les étudiants avec l'appui du projet dont un seul a pu finir sa maîtrise et un autre vient de commencer. Un candidat n'a pas pu aller jusqu'au bout selon le plan préétabli. Des appuis financiers qui avaient été accordés à 8 étudiants en maîtrise (dont deux ont abandonné le cursus) et 1 étudiant pour des études doctorales qu'il va finir en fin 2012. En tout, sur 9 étudiants niveau Msc, deux ont fini les Msc, 5 sont en cours, et d'autres ont abandonné. Un des problèmes aurait été les critères de sélection des étudiants qui, quelquefois n'avaient pas cerné la vision et les objectifs du projet. Au Burundi la situation n'est guère reluisante. 5 étudiants de niveau Ingénieur Agronome ont bénéficié des appuis du projet dont 2 ont déjà soutenu leurs mémoires, 1 prépare encore son rapport et 2 derniers sont activement en phase d'analyse des données et rédaction des documents de fin de cycle.

Toutefois, le PGRN a permis la création des liens de recherche collaborative avec des noyaux thématiques de chercheurs entre le Burundi et la RDC. Ce projet aura permis d'avoir une plate-forme de synergie entre les institutions de recherche (ISABU-Université du Burundi, ISDR- ISP-Université Evangélique en Afrique / RDC) etc. Il en ressort que l'intention de faire la recherche y est mais il faut assoir des grands projets locaux multi-acteurs.

Publications

Pour le volet capitalisation, le projet PGRN aura été un des plus productifs en termes de rapports techniques, guides et fiches techniques. La conférence internationale de Bukavu va aboutir à un document scientifique avec au moins 30 articles. Il y a quelques problèmes de journal international qui devrait publier le document. Quelques éditeurs comme Vertigo, Cahier Agriculture, African Study monographs (Japon) sont déjà pressentis et les efforts de contact sont en cours mais il y a encore beaucoup d'efforts à consentir par les auteurs pour transformer ces drafts d'articles en version publiables de standard international. Il y a par ailleurs un document sur les ABC de la Gouvernance et Un rapport d'analyse du cadre légal et institutionnel en cours de publications chez Harmattan.

Principales recommandations

Les principales suggestions de recherche action à envisager pour la poursuite du projet en se fondant sur les acquis du projet et sur les questions de sécurité alimentaire, sont les suivantes :

Au Consortium PGRN co-piloté par DIOBASS et ADISCO

1. Les comités de gouvernance des ressources naturelles n'ont reçu qu'une reconnaissance locale pour des ressources qui relèvent des législations nationales. Il est crucial donc de conduire un plaidoyer auprès des décideurs nationaux pour qu'une loi nationale reconnaisse la cogestion des RN publics ou collectifs par les communautés.
2. Développer un programme d'envergure comme mécanisme de paiement sur le système forestier et prévoir en même temps les risques et les mesures d'atténuation des efforts fournis par les populations locales dans ce domaine et aider dans ce même cadre à développer les capacités financières au sein des CGRN pour une certaine viabilisation financière ;
3. Formaliser et organiser une série des publications sous forme de « working papers », en plusieurs séries pour valoriser toutes les trouvailles de la recherche-action- participative
4. Développer un programme de dissémination à large échelle des technologies agro forestières et agricoles en cours d'introduction, surtout le *Pennisetum* fourrager et la culture du champignon pour réduire la pression sur les formations naturelles et artificielles
5. Améliorer le mécanisme de plaidoyer au niveau des autorités locales intéressées par la thématique et au niveau national;
6. Introduire des techniques de maturation de fumier et y intégrer la composante animale
7. Publier un guide technique d'application des conventions collectives valables pour la région des grands lacs ;
8. Raffiner les modèles de reboisement et revisiter par exemple les modèles agroforesteries qui ont été développés par le PGRN ;

9. Envisager des études d'adoption des innovations agroforestières introduites et en cours de dissémination dans les sites du projet surtout à Kabarore

Aux Gouvernements centraux

10. Dans la mesure du possible, capaciter et équiper les agents publics environneurs locaux et renforcer les réseaux des vulgarisateurs locaux pour assurer la viabilisation et la durabilisation des projets du domaine de gouvernance des ressources naturelles ;
11. Organiser une étude agraire en vue de contribuer à faire comprendre la question de tenue foncière et aider à faire des lois bien éclairées
12. Elaborer des plans d'aménagement forestier inspirés ou intégrés dans les plans de développement global local

Au CRDI et autres bailleurs de fonds

13. Continuer à appuyer à l'avenir les acquis de gouvernance environnementale et mettre une emphase sur le bien être comme facteur devant motiver l'implication dans la gestion des ressources naturelles
14. Appuyer des initiatives parallèles de sécurité alimentaire dans de tels contextes post-conflits
15. Financer des projets sur les mécanismes d'adaptation aux changements climatiques et sur les bioénergies pour préserver les ressources naturelles collectives dans la sous-région

Annexes.

Annexe1a: Guide d'entretien pour la collecte des données sur terrain (tous les acteurs)

O. Introduction

1. Niveau de participation et d'implication des parties prenantes

Pouvez-vous décrire succinctement le projet PGRN et sa méthodologie d'intervention ?

2. Rôle et Responsabilités des acteurs et OL-

2.1. Comment appréciez-vous votre rôle dans la mise en œuvre du projet PGRN en termes d'identification et de mise en œuvre des interventions sur le terrain ?

2.2. Quel type d'activité avez-vous assumé ?

2.3. Quelles sont les autres personnes ou institutions/organisations avec qui vous avez été en contact /collaboration pour réaliser ces activités et de quel type de collaboration a-t-il été question ?

2.4. Avec quels moyens avez-vous travaillé depuis le début du projet ?

2.5. Quel a été votre apport en plus de celui du projet ?

3. Résultats et niveau de satisfaction

3.1. Pourriez-vous dire en résumé les résultats majeurs atteints ?

3.2. Quels sont ceux dont vous êtes fier et d'après vous, à quoi ont-ils été dus?

4. Quels changements ou quelles incidences ?

4.1. Qu'est-ce que le projet a changé sur votre travail de routine ?

4.2. Qu'est-ce que le projet a changé sur le plan environnemental dans votre milieu ?

4.3. Qu'est-ce que le projet a changé sur le plan du bien-être des acteurs- paysans à la base ?

4.4. Qu'est-ce qui resterait à faire pour accroître suffisamment ces incidences et pour améliorer aussi la sécurité alimentaire dans le rayon d'action ?

5. Contraintes vécues

Quelle(s) contrainte(s) majeure(s) rencontrée(s) au cours de la mise en œuvre du PGRN depuis le début ? Qu'avez-vous fait pour braver ces difficultés à ce moment ?

6. Durabilité

6.1. Quelles propositions suggérez-vous pour consolider les acquis de cette initiative ?

6.2. Qu'est-ce qui prouve que vous allez pouvoir continuer à travailler longtemps seul même après la fin du projet?

7. Particularité CGRN

Ce CGRN a-t-il des textes de statuts ? Sont-ils reconnus par l'autorité ? Qui vous a aidé à les élaborer ? Quid du ROI ? Comment utilisez-vous ces textes et quels problèmes y relatifs?

Avez-vous des plans de travail ? Comment sont organisées les réunions ? Quels sont et où trouvez-vous les moyens de travail? Quels autres documents ou outils utilisez-vous pour bien

gérer et faire fonctionner votre comité ? Niveau d'implication par DIOBASS dans les étapes du projet ?

8. Particularité Genre

8.1. Les femmes, les filles et les autres jeunes étaient-ils effectivement impliqués dans la mise en œuvre du projet?

8.2. Si oui, quels rôles avez-vous joué?

8.3. Si non, comment pouvez-vous cela, selon vous?

Annexe 1b. Liste des documents consultés pendant l'évaluation du PGRN

1. Rapport annuel de l'exercice 2011.DIOBASS, BUKAVU, Février 2012
2. Document de planification / 3^e semestre BGRN,
3. Deuxième rapport intérimaire annuel, Février 2010- Mars 2011,
4. Rapport de la soirée écologique à l'intention des décideurs politiques, Restaurant BODEGA, 08/02/2011
5. Rapport de formation des chercheurs sur l'écriture scientifique ;
6. Rapport de l'intégration des technologies agricoles, Essais agronomiques avec les comités de bonne gouvernance des ressources naturelles ;
7. Matrice des incidences du projet, actes de l'atelier de BUJUMBURA ;
8. Les CGRN : Expériences développée dans le cadre du projet PGRN au BURUNDI et en RDCONGO
9. Rapport préliminaire PGRN, Février 2012.
10. Rapport de la conférence internationale sur la gouvernance des ressources naturelles collectives, opportunités, défis et perspectives, Bukavu, 6-8 février 2012.
11. Document de projet PGRN.
12. Document des résultats de recherche sur un bref état du système national de recherche scientifique et technique de la République du BURUNDI, par HOCUNE KHELFAOUI, professeur au centre interuniversitaire sur la recherche, la science et la technologie au sein de l'université de Québec à Montréal, UNESCO,2010
13. Romain Pirard et Raphaël Billé, 2011 Paiements pour services environnementaux – de la théorie à la pratique en Indonésie, *Vertigo*, Vol11,1
14. Brent Swallow, Jean Marcc Boffa and Sara J. Scherr.2006. The potential for Agroforestry to contribute to the conservation and enhancement of landscape biodiversity. In Garrity D., A.Okono, M.Grayson and S.Parrot,eds 2006, World Agroforestry Centre in the future: 95-101, Nairobi. Kenya
15. Brent Swallow, Meine van Noordwijk et Lou Verchot,2007.La Deforestation Evitée aux Bénéfices durables, Une façon simple de réduire l'émission des gaz à effet de serre émanant de la déforestation et de la dégradation. Brochure. ASB et World Agroforestry Centre, Nairobi, Kenya <http://www.worldagroforestry.org/es/default.asp>
16. Ngendakumana S., S.M. Keita, Amirou Diallo, M.K.Bah, A. Kalinganire, Z. Tchoundjeu Approche Alternative De Gestion Collective Des Ressources Naturelles: Cas Du Paysage De Madina Oula- Guinée, peer reviewed paper presented in the Bukavu International Conference on the NRM governance in Africa held in Bukavu 8-12 Feb. 2012

Annexe 2: Matrice d'influence des facteurs socio-environnementaux présentant les résultats pour chacun des sites du projet

a) Site de KABARORE

ETAPES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE				BIEN ETRE SOCIAL					Score total/45	Rang
	Feux de brousse	Nbre d'arbres dans le paysage	Participation des acteurs	responsabilité des organisations limitrophes	Revenus des ménages	Education	Suffisance alimentaire	Filières agronomiques	Epargne		
Diagnostic participatif	2	3	3,5	1	1	1	1	3	1	16,5	8è
Appui à l'émergence des CGRN	4	4	4	3	4,5	3,5	3,5	4	4	34,5	1er
Actions collectives pour la reforestation	4	3,5	3	2	3	2	2,5	3	3	26	5è
Conventions collectives pour la GRN	3,5	4	3	2	1	1	1	2	1	18,5	7è
Introduction des semences améliorées	2	3	3	3	4	4	4	4,5	4,5	32	2è
Promotion des pépinières autogérées	3	4	2,5	3	3	3	2,5	4	2	27	4è
Recherche action sur l'agroforesterie	3	3	2	2	3	2	3	4	3	25	6è
Renforcement des capacités	4,5	4	3	3	3	3	3	4	3	30,5	3è
Score total / 40	26	28,5	24	19	22,5	19,5	20,5	28,5	21,5		
Rang	3è	1er	4è	9è	5è	8è	7è	1er	6è		

b) Site de RUTEGAMA

ETAPES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE				BIEN ETRE SOCIAL					Score total/45	Rang
	Feux de brousse	Nbre d'arbres dans le paysage	Participation des acteurs	responsabilité des organisations limitrophes	Revenus des ménages	Education	Suffisance alimentaire	Filières agronomiques	Epargne		
Diagnostic participatif	2	3	2	2	2	2	2,5	3	1,5	20	8è
Appui à l'émergence des CGRN	4	4	4	2	3	3	3,5	3	3	29,5	2è
Actions collectives pour la reforestation	3	4	4	3	2,5	2	3	2	1	24,5	4è
Conventions collectives pour la GRN	4	4	3	3	2,5	1	1	1	1	20,5	7è
Introduction des semences améliorées	3	2	4	3	4	3	3	3	3,5	28,5	3è
Promotion des pépinières autogérées	4	5	4	2	2	1	2	3,5	1	24,5	4è
Recherche action sur l'agroforesterie	3	4	2	1	3	1	3,5	3	2,5	23	6è
Renforcement des capacités	3,5	4	3,5	3	4,5	2,5	4	3,5	4	32,5	1er
Score total/40	26,5	30	26,5	19	23,5	15,5	22,5	22	17,5		
Rang	2è	1er	2è	7è	4è	9è	5è	6è	8è		

c) Site de Bugobe

ETAPES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE				BIEN ETRE SOCIAL					Score total/45	Rang
	Feux de brousse	Nbre d'arbres dans le paysage	Participation des acteurs	responsabilité des organisations limitrophes	Revenus des ménages	Education	Suffisance alimentaire	Filières agronomiques	Epargne		
Diagnostic participatif	1	4	2	4	1	2.5	1	2	1	19	8e
Appui à l'émergence des CGRN	3	4.5	4	4	3	1	3	3	1	26.5	3e
Actions collectives pour la reforestation	4	4	4	3	1	2	2	3	2	25	5e
Conventions collectives pour la GRN	4	3	3	3	2	2.5	3	3	1	24.5	6e
Introduction des semences améliorées	3	4	3	3	3	4	4	3	2	29	1e
Promotion des pépinières autogérées	4	4	4	4	3	3	2	1	1	26	4e
Recherche action sur l'agroforesterie	4	4	3	3	3.5	2	1	3	1	24.5	6e
Renforcement des capacités	3	4	4	4	3.5	3	3	3	1	28.5	2e
Score total / 40	28	30,5	27	28	20	20	19	21	10		
Rang	2e	1e	4e	2e	6e	6e	8e	5e	9e		

d) Site d'IKOMA

ETAPES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE				BIEN ETRE SOCIAL					Score total/45	Rang
	Feux de brousse	Nbre d'arbres dans le paysage	Participation des acteurs	responsabilité des organisations limitrophes	Revenus des ménages	Education	Suffisance alimentaire	Filières agronomiques	Epargne		
Diagnostic participatif	1	1	3	3	1	1	1	1	1	13	8e
Appui à l'émergence des CGRN	4	4	3	4	2	1	4	2	1	25	3e
Actions collectives pour la reforestation	5	5	3	3	1	1	3	3	1	25	5e
Conventions collectives pour la GRN	4	4	3	3	1	1	4	1	1	22	5e
Introduction des semences améliorées	3	3	4	3	2	1	4	3	1	24	5e
Promotion des pépinières autogérées	2	5	4	4	2	1	2	3	1	24	2e
Recherche action sur l'agroforesterie	5	4	4	4	2	1	3	2	1	26	2e
Renforcement des capacités	5	4	4	4	2	1	4.5	3	1	28.5	1e
Score total / 40	29	30	28	28	13	8	25.5	18			
Rang	2e	1e	3e	3e	7e	8e	5e	6e	8e		

e) Site de KAMANYOLA

ETAPES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE				BIEN ETRE SOCIAL					Score total/45	Rang
	Feux de brousse	Nbre d'arbres dans le paysage	Participation des acteurs	responsabilité des organisations limitrophes	Revenus des ménages	Education	Suffisance alimentaire	Filières agronomiques	Epargne		
Diagnostic participatif	2	3	3.5	4	2	2	1	3	1	22.5	7e
Appui à l'émergence des CGRN	3.5	4	4	4	2.5	2	3	3	1	27	6e
Actions collectives pour la reforestation	3	4	3	3	2	1	2	2	1	21	8e
Conventions collectives pour la GRN	3.5	3	4	4	2	2	3	4	2.5	28	4e
Introduction des semences améliorées	3	4	3	3	3	3	4	4	3	30	1e
Promotion des pépinières autogérées	4	4	4	4	3	2.5	2	2	2	27.5	5e
Recherche action sur l'agroforesterie	4	4	4	4	2.5	2	3	3	2	28.5	3e
Renforcement des capacités	3.5	3.5	4	4	3	3	3	3	2	29	2e
Score total / 40	26.5	29.5	29.5	30	20	17.5	22	24	14.5		
Rang	4e	2e	2e	1e	7e	8e	6e	5e	9e		

f) Site de NYANGEZI

ETAPES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	GOVERNANCE ENVIRONNEMENTALE				BIEN ETRE SOCIAL					Score total/45	Rang
	Feux de brousse	Nbre d'arbres dans le paysage	Participation des acteurs	responsabilité des organisations limitrophes	Revenus des ménages	Education	Suffisance alimentaire	Filières agronomiques	Epargne		
Diagnostic participatif	1	1	1	2.5	1	1	1	1	1	10.5	8e
Appui à l'émergence des CGRN	3	4	4	3	3	3	4	4	3	31	2e
Actions collectives pour la reforestation	3.5	4	3	3	1	2	3	1	1	21.5	7e
Conventions collectives pour la GRN	4	4	4	4	3	2.5	3	3	2.5	30	3e
Introduction des semences améliorées	3	3	4	3	4	3	4	4	4	32	1e
Promotion des pépinières autogérées	4.5	5	4	3	2	2	1	1	1	23.5	6e
Recherche action sur l'agroforesterie	3.5	3	3	3	3	2	3	3	3	26.5	5e
Renforcement des capacités	4	4	3	3	3	3	4	3	3	30	3e
Score total / 40	26.5	28	26	24.5	20	18.5	23	19	15.5		
Rang	2e	1e	3e	4e	6e	8e	5e	7e	9e		

Annexe 3 : Etat de la recherche jusque au mois de Janvier 2011 (Analyse par pays)

	RDC	Burundi
Configuration de la recherche	Implication des chercheurs de l'UEA, CERPRU, DIOBASS et des étudiants mémorants. Les contrats sont signés entre universités et DIOBASS pour la conduite de la recherche participative ; 7 chercheurs sont impliqués et 4 étudiants mémorants. 8 stagiaires en provenance de ces institutions ont été temporairement injectés dans les sites pour accompagner les réflexions des CRGRN sur des thématiques variées et apprendre auprès des CGRN les pratiques de bonne gouvernance des ressources naturelles.	Implication des chercheurs de l'ISABU, du MEATU, de l'ADISCO, Univ. du Burundi, et des étudiants mémorants pour la conduite de la recherche participative. Les contrats sont signés entre ADISCO et université; 8 chercheurs sont impliqués et 5 étudiants mémorants
Activités exécutées et en cours /	• Sensibilisation des communautés sur la GRN • Structuration des communautés en CGRN fonctionnels et reconnus par l'autorité administrative • Définition d'une vision collective par rapport à la GRN • Suivi et accompagnement réguliers des réflexions au niveau des CGRN pour l'atteinte des objectifs des projets • Installation des technologies dans les différents sites basées sur des incitations économiques • Définition des plans directeurs des CGRN par rapport à la vision collective • Bonne coordination scientifique par le Professeur Isumbisho Pascal	• Sensibilisation des communautés sur la GRN ▪ Formation adaptée (lutte antiérosive, courbe de niveau et usage du triangle à pente, carbonisation améliorée, champignon comestible, usage des doses modérées de calcaire) ▪ Mise en place et accompagnement des 2CGRN fonctionnels et légitimés dans les sites d'action ▪ Participation de tous les chercheurs aux réunions de planification ▪ Introduction des technologies innovantes (champignon, calcaire, haricot, <i>Pennisetum</i>) ▪ Mise en place d'un plan stratégique d'implication des politiques dans le processus de gestion durable des Ressources naturelles collectives (boisements communaux) ▪ 7 thématiques de recherche par une équipe multidisciplinaire et multi institutionnelle

Produits	Modules de formation Rapport de l'Etude de base Rapport d'analyse du cadre légal et institutionnel de la GRN Collection des Pratiques et savoirs locaux Plan locaux de gestion des Ressources naturelles 26 Drafts d'articles sur des thèmes variés Projet d'édit sur la gestion intégrée de la fertilité des terres agricoles Rapport d'étude sur la vulnérabilité alimentaire	Fiches de techniques sur la culture des champignons comestibles Fiche technique sur l'aménagement du terroir 7 Articles sur les thématiques de recherches développées) 2 mémoires déjà présentés et 3 autres en attente 1 documentaire sur la GRN Une cartographie thématique de chaque site Document de baseline Rapport illustré
Type de collaboration	CGRN – DIOBASS – Chercheurs/université. Les acteurs politiques impliqués sont de plus en plus actifs dans les questions de gouvernance des ressources naturelles. Un comité scientifique fonctionnel reçoit des chercheurs/ DIOBASS les projets des documents, les analyse et décide avec les auteurs l'orientation finale	Comité CGRN – Comité villageois de développement intégral (Haguruka) – les chercheurs- Administration publique – ADISCO – Décideurs politiques. Ce réseau est déjà fonctionnel pour la durabilité des actions entreprises. Cependant la définition des chartes de responsabilités reste en vue
Etat des CGRN	Mise en place des 4 CGRN fonctionnels et légitimés dans les sites d'action comme structures de gestion environnementale 10 membres par comités (en moyenne) Les CGRN se comportent comme une unité de recherche-action et de documentation sur des thématiques variées (essais technologiques aménagements des terroirs et reboisement utilitaire, sélection de semences et variétés, protection des sites, politique de production agricole,...)	2CGRN fonctionnels et légitimés dans les sites d'action comme structure de gestion environnementale 11 membres du comité à Kabarore et 7 membres du comité à Rutegama Les CGRN se comportent comme une unité de recherche action sur des thématiques variées (essais agronomiques, champignonnières et recherche de substrats plus performants, cultures sur de petites superficies,...

Annexe 4: Termes de référence de l’Evaluation finale du projet PGRN

TERMES DE REFERENCE

EVALUATION DU PROJET

‘‘Promouvoir les approches participatives multi institutionnelles pour la bonne gouvernance des ressources naturelles collectives dans les sociétés post conflits des régions des grands lacs en Afrique’’, PGRN en sigle

1. Contexte de l’évaluation

Sur financement du CRDI Canada, les organisations Plateforme DIOBASS au Kivu et ADISCO au Burundi en partenariat avec les institutions universitaires et de recherche de la région conduisent depuis mars 2009 un projet de recherche action participative sur la gouvernance des ressources naturelles pour une durée de trois ans. La présentation détaillée de ces organisations est disponible sur leurs sites internet respectifs : www.platformemediobass.org et www.adscoburudi.org

Le projet est réalisé dans les sites de Kamanyola, Nyangezi, Ikoma et Bugobe en province du Sud kivu en RD Congo et dans les communes de Rutegama et Kabarore respectivement en province Muramvya et Kayanza au Burundi.

Le projet a réalisé l’essentiel des activités prévues, mais voudrait mieux comprendre s’il a pu atteindre les résultats escomptés et impulser des changements significatifs afin de pouvoir orienter la suite à lui réserver. C’est pourquoi il a été décidé d’organiser une évaluation finale de ce projet d’une part afin de fixer les acquis de ce projet, mais d’autre part pouvoir identifier les défis auxquels il a dû faire face.

La mission doit donc être consciente qu’elle rend compte à la fois à ADISCO et Diobass (commanditaires de la mission) ainsi qu’au CRDI Canada.

2. Description du projet

Le dossier complet du projet, les rapports d’avancement, les différents produits de la recherche-action seront mis à la disposition de la mission. Nous reprenons ici les objectifs clé du projet

2.1 OBJECTIF GLOBAL DU PROJET

L'objectif général du projet est de renforcer les capacités des communautés rurales pour participer activement à l'apprentissage politique et aux processus décisionnels de bonne gouvernance de l'environnement dans les sociétés qui émergent des conflits et crises écologiques.

2.2 OBJECTIFS DU PROJET

Cinq objectifs spécifiques sont dévolus à ce projet :

1. Faciliter les communautés rurales à définir une vision collective de RN et à participer activement à la conception des politiques, institutions et pratiques de bonne gouvernance de l'environnement ; à suivre et évaluer leurs impacts
2. Catalyser des plateformes, espace d'échanges, d'analyse et de planification concertée, d'apprentissage et dialogue politique pour influencer les politiques locales, nationales et régionales de gouvernance de RN à partir de la base, conception expérimentale des politiques.
3. Renforcer le rôle de la femme dans la gouvernance de ressources naturelles et identifier les conditions et les facteurs qui permettent d'accroître les conséquences positives de la gouvernance de l'environnement sur le genre et l'équité
4. Promouvoir des innovations et technologies de gestion durable de ressources naturelles, y compris les institutions d'action collective pour la gestion des ressources communes
5. Renforcer les capacités des acteurs et intervenants politiques à développer des politiques et mettre en place des structures et institutions de bonne gouvernance de l'environnement dont bénéficient les pauvres.

Les principaux résultats attendus de ce projet sont:

- Mise au point des politiques plus favorables à la gestion durable des ressources naturelles en tenant compte des besoins et des aspirations profondes des différentes catégories de la population.
- Mise au point des mécanismes et réseaux qui rassemblent les associations et communautés de base, les structures étatiques de base, les acteurs politiques et la société civile qui sont engagés dans des actions concertées, qui négocient des réformes institutionnelles et politiques et qui se renforcent mutuellement pour engendrer une bonne gouvernance de l'environnement.
- Renforcement des capacités organisationnelles des institutions et structures sociales qui supportent les initiatives locales de gouvernance de l'environnement , en vue de participer activement au dialogue politique et la gouvernance de RN. Celles-ci seront à mesure de bien analyser leurs structures, et définir leur vision de gouvernance de RN et à développer des stratégies et activités pour participer activement à la bonne gouvernance de l'environnement ; et d'influencer les politiques nationales et régionales de gouvernance de RN à partir de la base,
- Conception des modèles de gouvernance de ressources naturelles et de la participation responsable des collectivités rurales aux processus décisionnels liés à la gestion des ressources naturelles
- Amélioration des capacités des acteurs politiques locaux à élaborer des politiques, à planifier et à mettre en œuvre des politiques de gestion durable de l'environnement. Ceci par la modification des attitudes des acteurs et décideurs politiques en ce qui concerne la capacité

des communautés rurales et des pauvres à bien gouverner les ressources naturelles, à formuler des politiques

- Conception expérimentale des politiques nouvelles de gouvernance de l'environnement à partir des expériences des collectivités rurales Adoption des innovations technologiques de gestion intégrée des ressources naturelles qui encouragent l'action collective et la participation communautaire.
- Générer des nouvelles connaissances, approches et outils méthodologiques pratiques sur la gouvernance participative de l'environnement ; et enfin
- Amener les gens à une nouvelle façon de penser aux divers types de savoirs requis pour gérer judicieusement les ressources naturelles. Ils pourront alors transformer les institutions et les systèmes sur lesquels les collectivités et les organismes se fondent pour prendre des décisions. Ils ont jeté les bases de la cogestion.

3. L'évaluation

L'évaluation doit être traitée comme une évaluation finale du projet et se focalisera sur les éléments ci-après :

1. Les éléments classiques de toute évaluation à savoir : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la durabilité et l'impact éventuel de ce projet. Le projet n'ayant duré que trois ans, la mission examinera plutôt les chances de durabilité et les éléments indicateurs d'un possible impact.
2. Le projet dès le départ ayant choisi d'assurer le suivi-évaluation par la cartographie des incidences, la mission devra donc vérifier que les changements et les produits attendus ont été atteints sur les 'partenaires limitrophes'.
3. La mission s'attachera en particulier à vérifier la qualité des produits du projet et en particulier les publications, la conférence internationale, les documents de formation et de vulgarisation etc.
4. La mission se focalisera sur la qualité de la dynamique des CGRN pour pouvoir dégager leur valeur ajoutée et d'identifier les éléments qui justifient leur succès ou qui pourraient contribuer à leur fragilisation et dire si malgré le temps limité du projet, elles présentent des chances de viabilité/pérennité. La mission examinera leur fonctionnalité, leurs statuts, les attentes des populations, les problèmes auxquels elles pourraient buter et proposer des solutions.
5. La mission fera en particulier attention aux questions de synergie entre les acteurs et en particulier le mode de collaboration entre les différentes parties prenantes de la recherche action et détecter les problèmes qui se sont posés et proposer des voies de sortie
6. Faire des suggestions d'action de recherche action à envisager pour la poursuite du projet en se fondant d'une part sur les acquis du projet, mais surtout sur les questions de sécurité alimentaire.

4. Méthodologie de l'évaluation

Les Consultants en leur qualité d'expert avéré dans l'évaluation des programmes de recherche-action useront de la méthodologie qui leur semble la mieux à même d'atteindre les objectifs de la mission. Ils adopteront obligatoirement une approche participative même si l'évaluation est considérée externe. Les commanditaires pourront accompagner la mission, mais les consultants sont libres d'exiger leur absence à certains moments.

La mission se déroulera dans les six zones de la recherche action du projet

Au cours de la mission, les consultants intervieweront les différents ‘partenaires limitrophes’ du projet, mais aussi des personnalités externes au projet. Ils pourront éventuellement organiser des mini ateliers avec certains partenaires. La mission pourra également accéder à toute la documentation nécessaire à la réalisation de son travail, en l’occurrence : le dossier du projet, les rapports d’étapes, les rapports de certaines activités et les produits de la recherche- action

A l’issue de ses missions de terrain, le chef de mission rédigera un rapport provisoire qui sera remis à aux commanditaires qui disposent de dix jours pour la formulation des observations qui permettront au consultant de rédiger le rapport final qui devra être disponible une semaine après les avis des commanditaires au plus tard.

La mission organisera obligatoirement une restitution d’une demi-journée après la production du rapport provisoire dans une ville qui lui sera indiquée entre Bukavu et Bujumbura.

5. Profil et choix des consultants:

La mission comprendra au moins trois consultants : un chef de mission, consultant international qui devra coordonner deux consultants nationaux.

Le consultant chef de mission de profil agronome, forestier, agroéconomiste, économiste rural ou sociologue rural devra avoir une expérience d’au moins sept ans dans la recherche et avoir conduit ou évalué au moins deux projets de recherche action avec une forte composante en gestion de ressources naturelles. Il devra justifier au minimum d’un diplôme de docteur/PHD et de cinq publications dans des revues scientifiques reconnues. Le chef de mission doit avoir une parfaite maîtrise du français et avoir travaillé au moins 3 ans en Afrique. La connaissance de la région des Grands Lacs constitue un plus.

Les consultants nationaux doivent avoir au moins une expérience de trois ans dans la recherche et maîtriser les outils classiques de recherche et de développement. Ils devront disposer au minimum d’une maîtrise en agronome, foresterie, agroéconomie, économie rurale ou sociologie rurale et justifier au minimum d’une publication scientifique.

Les deux consultants nationaux devront obligatoirement parler les langues locales à savoir le mashi et le swahili pour la RD Congo et le kirundi pour le Burundi

Des documents confirmant ces performances devront faire partie de l’offre technique.

6. Présentation de l’offre

Les présents termes de référence seront diffusés sur les sites internet d’adisco, de Diobass et du CRDI. L’offre devra comprendre : une lettre de motivation, un CV actualisé des consultants, une offre technique et une offre financière. La lettre de motivation devra indiquer la disponibilité des consultants pour la période.

L’offre est présentée par le chef de mission qui s’allie les compétences d’experts nationaux

La date limite de dépôt des offres est fixée au 20 avril 2012 à 12h30 heures GMT. Les offres se font exclusivement par voie électronique envoyée simultanément à adisco@cbinf.com ; deo.niyonkuru@adiscoburundi.org et mapatano_s@yahoo.fr

La mission est ainsi organisée : 12 jours de mission de terrain (voyages et debriefing y compris, 5 jours de traitement des données et 3 jours pour la rédaction des rapports pour le chef de mission et six jours de terrain et 3 jours de rapport pour chaque consultant national.

L'offre financière doit couvrir les honoraires, les perdiems, les frais de secrétariat et de communication, les frais de déplacement internationaux.

Les frais de déplacement locaux et des ateliers éventuels avec les acteurs sont à charge des commanditaires.

7. Calendrier :

L'évaluation devrait pouvoir démarrer le 25 avril 2012 et remettre le rapport provisoire le 30 mai 2012.

8. Documents à produire

- Un rapport provisoire avec toutes les annexes en version électronique compatible avec MS WORD 2007 ou MS Excel . Le rapport comprendra un résumé exécutif ne dépassant pas quatre pages. Le rapport principal (sans annexe) ne doit pas dépasser 35 pages Times new roman 11, interligne simple ou équivalent
- Un rapport définitif, intégrant tous les avis issus de la restitution et du rapport provisoire.

9. Personne de contact pour l'évaluation

Plateforme DIOBASS AU KIVU

Sylvain MAPATANO

Coordonnateur de la Plateforme Diobass au Kivu

S_mapatano@yahoo.fr

Tel +243 815217572

ADISCO :

Deogratias NIYONKURU,

Secrétaire Général de l'ADISCO :

adisco@cbinf.com et deo.niyonkuru@adiscoburundi.org

Bureau 00 257 22 25 75 20,

Portable 00 257 79 589 120
